S.T. Dupont
PARIS

MAÎTRE ORFÈVRE, LAQUEUR & MALLETIER DEPUIS 1872

Société anonyme au capital de 21 231 115,25 euros
Siège Social : 92 Boulevard du Montparnasse
75014 Paris
R.C.S. Paris 572 230 829

Actualisation du document de référence déposé auprès de l'autorité des marchés financiers le 9 juillet 2008

AMF | AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 Mars 2009, conformément à l'article 212-13-IV du Règlement Général de l'AMF. Elle complète le document de référence déposé auprès de l'AMF le 9 juillet 2008.

Le document de référence et son actualisation ne pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

DPT LISTED NYSE EURONEXT

Des exemplaires du document de référence et de la présente actualisation sont disponibles sans frais auprès de la Société S.T.Dupont au 92, Boulevard du Montparnasse, 75014 Paris et sur son site Internet (www.st-dupont.com).

SOMMAIRE

1. RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION ---- 3

2. FACTEURS DE RISQUES ---- 4
2.1. Risque de liquidité ---- 4
2.2. Trésorerie et refinancement ---- 4
2.3. Stratégie Produits ---- 5
2.4. Evolution du litige avec l'ancien distributeur pour les pays de l'Est. ---- 6
2.5. Conséquences du sinistre ---- 6

3. EVOLUTION RECENTE DE L'ACTIVITE ---- 7
3.1. Informations financières sélectionnées ---- 7
3.2. Commentaires sur l'évolution récente de l'activité ---- 7
3.3. Examen de la situation financière et du résultat à fin décembre 2008 ---- 8

4. RAPPORT D'ACTIVITE ET ETATS FINANCIERS DU PREMIER SEMESTRE 2008-2009 ---- 10
4.1. Rapport d'activité du premier semestre 2008-2009 ---- 10
4.2. Comptes consolidés semestriels résumés ---- 15
4.3. Notes annexes aux comptes consolidés semestriels résumés ---- 19
2.4.1 Principes comptables ---- 19
2.4.2 Evènements marquants du premier semestre 2008-2009 ---- 19
2.4.3 Information sectorielle ---- 20
2.4.4 Ecarts d'acquisition ---- 23
2.4.5 Immobilisations incorporelles ---- 24
2.4.6 Immobilisations corporelles ---- 25
2.4.7 Participations dans les entreprises associées ---- 27
2.4.8 Stocks et en cours ---- 27
2.4.9 Créances clients et comptes rattachés ---- 28
2.4.10 Autres créances ---- 28
2.4.11 Actifs financiers ---- 29
2.4.12 Trésorerie et équivalents de trésorerie ---- 29
2.4.13 Capitaux propres ---- 29
2.4.14 Provisions pour risques et charges ---- 30
2.4.15 Emprunt obligataire convertible ---- 30
2.4.16 Emprunts et dettes financières ---- 31
2.4.17 Fournisseurs ---- 33
2.4.18 Autres dettes ---- 33
2.4.19 Dépréciations d'actifs (pertes de valeur) ---- 33
2.4.20 Coût de l'endettement financier ---- 34
2.4.21 Résultat par action ---- 34
2.4.22 Autres produits et charges ---- 34
2.4.23 Transactions avec des parties liées ---- 35
2.4.24 Financement ---- 35
2.4.25 Actifs éventuels ---- 35
2.4.26 Evènements post clôture ---- 35
2.4.27 Engagements hors bilan et obligations contractuelles ---- 36
4.4. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle au 30 septembre 2008 ---- 37

5. AUTRES INFORMATIONS ---- 38
5.1. Investissements liés à la reconstruction des ateliers détruits. ---- 38
5.2. Contrôleurs légaux des Comptes ---- 38
5.3. Nomination au Conseil de Surveillance ---- 39
5.4. Adresse professionnelle, expertise, expérience des mandataires sociaux ---- 39

6. OPERATIONS SUR LE CAPITAL ---- 39
6.1. Délégations données au Directoire en vue d'augmenter le capital social ---- 39
6.2. Autorisations financières ---- 40
6.3. Titres donnant accès au capital social ---- 41

7. CONFORMITE AVEC LES REGLES DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ---- 41

8. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC ---- 41

9. TABLE DE CONCORDANCE ---- 42

1. RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION

Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité (figurant en pages 10 à 14) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Les états financiers consolidés au 30 septembre 2008 présentés dans cette actualisation ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant en page 37, qui contient une observation.

Fait à Paris,
Le 17 mars 2009
Monsieur Alain Crevet
Président du Directoire, et responsable du document de référence.

2. FACTEURS DE RISQUES

2.1. Risque de liquidité

Le montant des lignes de crédit non confirmées aux entités du Groupe S.T.Dupont sont au même niveau qu'au 31 mars 2008, soit 671 milliers d'euros non utilisés.

En matière de ligne de crédit confirmées existantes au 31 mars 2008, les changements portent sur :

- la ligne de crédit de 5 millions de dollars de Hong-Kong (limite combinée) allouée par HSBC, Hong-Kong, utilisable entre autres sous forme d'un découvert bancaire, n'est pas utilisée à la date de l'actualisation. A cette ligne viendra se substituer, avant le 31 mars 2009, une ligne de 8 millions de dollars de Hong-Kong) accordée par Bank of East Asia, Hong-Kong, utilisable sous la forme d'un crédit court terme, avec une sous-limite de 1 million de dollars de Hong-Kong en découvert ;
- la ligne de crédit de 10 000 milliers de dollars de Hong-Kong (895 milliers d'euros) accordée par HSBC Hong-Kong, a été remboursée le 20 février 2009 au moyen d'un prêt d'un montant équivalent accordé à STD Taiwan par STD Marketing (Hong-Kong). Ce prêt inter-filiale sera remboursé lorsque une ligne de crédit de 45 000 milliers de dollars de Taiwan (966 milliers d'euros) auprès de la Bank of East Asia, Taipei sera en place ainsi qu'indiqué au paragraphe 2.2 de l'actualisation.
- la ligne de crédit de 50 000 milliers de dollars de Taiwan, soit 1 073 milliers d'euros, auprès de BNPP, Taiwan au bénéfice de STD Investment Pte Ltd. qui vient à échéance le 26 mars 2009 et sera intégralement remboursée à cette date.

Compte tenu du remboursement de la ligne de crédit HSBC Taiwan, l'ensemble des covenants existants au 31 mars 2008 est tombé ainsi qu'indiqué dans le paragraphe 2.2 de l'actualisation.

2.2. Trésorerie et refinancement

La dette financière nette se présente ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2008 Trimestre 3 (*)	31/12/2007 Trimestre 3 (*)	30/09/2008 Semestre 1	30/09/2007 Semestre 1	31/03/2008 Année	31/03/2007 Année
Dettes Financières courantes	25 773	3 741	24 418	3 391	3 970	4 616
Dettes Financières non courantes	72	21 380	143	21 359	21 611	20 989
Trésorerie & équivalents	-12 696	-23 642	-12 773	-26 412	-24 483	-35 908
Dettes/(Ressouces) financières nettes	13 149	1 479	11 788	-1 662	1 098	-10 303

(*) non audité

Le remboursement de l'emprunt OCEANE le 1er avril 2009, y compris les intérêts courus, représente un décaissement total de 23.6 millions dont 22.1 millions au titre du capital et 1.5 millions au titre des intérêts courus.
Le financement de ce remboursement sera assuré de la manière suivante :

- Nouvel emprunt OCEANE 14.7 millions d'euros (net des frais d'émission)
- Utilisation de la trésorerie disponible 8.9 millions d'euros

Le nouvel emprunt OCEANE refinancera l'emprunt de même nature émis en avril 2004 à échéance au 1er avril 2009 et nous permet de sécuriser le financement du Groupe à moyen terme.
Cette opération est garantie à 100% par l'actionnaire majoritaire, la société D&D International BV.

Au 30 septembre 2008, la trésorerie nette consolidée ressortait à 11.9 millions d'euros.
Depuis cette date, indépendamment des opérations liées à l'exploitation et aux investissements de reconstruction de l'usine de Faverges, S.T.Dupont SA a encaissé 6.4 millions d'euros d'indemnité au titre des « dommages directs » et 4 millions d'acompte au titre de la « perte d'exploitation ».
Au 31 décembre 2008, la trésorerie nette consolidée ressortait à 11.0 millions d'euros.

Compte tenu des encaissements du 4ème trimestre de l'exercice, de l'encaissement prévisible de 80% du solde de l'indemnité pour perte d'exploitation avant le 31 mars 2009 (le solde étant reçu début avril), le Groupe estime qu'il aura la trésorerie disponible permettant de rembourser l'intégralité de l'emprunt OCEANE notamment du fait de la levée des covenants existant auprès de la banque HSBC Hong-Kong (cf. paragraphe 1.4.3.4 - page 28 du document de référence) qui limitaient les possibilités d'utilisation de la trésorerie disponible dans cette filiale.
Cette levée de covenant a été rendue possible par la mise en place d'un prêt de STD Marketing (Hong-Kong) à STD Taiwan en date du 18 février 2009, d'un montant de 40 millions de dollars de Taiwan qui a été utilisé au remboursement de la ligne de crédit HSBC d'un montant équivalent. L'intégralité de la ligne de crédit HSBC étant remboursée, les covenants attachés n'ont plus de raison d'être.
Ce prêt inter-filiales sera remboursé lorsque sera mise en place la nouvelle ligne de crédit auprès de la Bank of East Asia d'un montant de 20 millions de dollars de Hong-Kong (soit 1.8 million d'euros) répartis entre 45 millions de dollars de Taiwan (environ 12 millions de dollars de Hong-Kong et 1.1 million d'euros) pour le financement de la filiale de Taiwan et 8 millions de dollars de Hong-Kong (700 milliers d'euros) pour le financement des opérations de la filiale de Hong-Kong.
Cette nouvelle ligne de crédit, qui sera effective avant le 31 mars 2009, est assortie de garanties conjointes données par S.T.Dupont SA et STD Marketing (Hong-Kong) au bénéfice de la Bank of East Asia mais ne comporte aucune limitation dans

l'utilisation de la trésorerie disponible ni dépôt collatéral, à l'exception de l'interdiction faite à ST Dupont SA et à STD Marketing (Hong-Kong) de réduire leur capital social.
Si nous ne parvenions pas à encaisser tout ou partie de l'indemnité d'assurance pour perte d'exploitation prévue avant la fin du mois de mars, l'actionnaire majoritaire s'est engagé, si cela s'avérait nécessaire, à maintenir ou porter en compte courant un montant maximum de 4,5 millions d'euros, le temps que cette indemnité soit effectivement encaissée. Le solde serait couvert par la trésorerie disponible tant au niveau de S.T.Dupont SA que des filiales.

Perspectives de trésorerie à 12 mois
Sur la base d'une hypothèse d'augmentation du chiffre d'affaires de +15% qui découle de notre processus budgétaire actuellement en cours et qui intègre les effets combinés de l'impact (positif) du sinistre sur la comparaison avec le chiffre d'affaires de l'exercice 2008-2009 et de l'impact (négatif) de la crise sur le niveau d'activité, l'exploitation de S.T.Dupont SA devrait se traduire par une consommation de trésorerie de 2.7 millions d'euros sur l'exercice 2009-2010, grâce, notamment, aux mesures de réduction des coûts d'ores et déjà engagées (réduction des frais directs et indirects de production, baisse des dépenses de communication et d'études) ou d'adaptation des capacités de production au niveau prévisible d'activité (activité partielle).

Les investissements, du fait de la reconstruction de l'usine et de l'impact de la crise, seront réduits à un niveau minimum.
Les éventuelles mesures de réduction de coûts complémentaires seront financées par la réduction du besoin en fonds de roulement.
Elle découlera du contrôle du risque crédit et de la baisse du niveau des stocks qui sont, à la date de l'actualisation, particulièrement élevés.
Ce niveau de stock est la résultante de la mise en œuvre de la sous-traitance suite au sinistre qui a eu pour conséquence une augmentation très significative du stock de produits en cours pour optimiser le processus de production.
A cela se sont ajoutés l'arrêt des achats par le distributeur russe et les effets de la crise économique sur d'autres marchés qui ont entraîné une augmentation sensible du stock de produits finis.
Globalement, le stock a augmenté de 7 millions d'euros entre décembre 2007 et décembre 2008.
Les actions visant à réduire le niveau du stock à un niveau proche de celui de décembre 2007 sont d'ores et déjà engagées :

- Arrêt dès septembre 2008 de toute commande de produits de négoce ;
- Mise en place de mesures d'activité partielle au niveau de l'usine de manière à réduire la production. A cet égard, la modification de la législation en matière d'indemnisation du chômage partiel, qui a fait passer le quota d'heures indemnisées de 600h à 800h par an, donne une véritable souplesse dans l'ajustement des capacités de production.

Sur la base des chiffres d'affaires actuellement projetés, de notre plan d'actions visant à réduire notre besoin en fonds de roulement et de la levée des restrictions à l'utilisation de la trésorerie disponible dans les filiales, ces mesures devraient permettre à S.T.Dupont SA de disposer de la trésorerie suffisante pour financer l'ensemble de ses opérations pour les 12 prochains mois.

Toutefois, compte tenu des incertitudes liées à la crise quant à sa durée et son ampleur, la recherche de financements additionnels est en cours (lease-back, transformation de lignes de couverture de change en ligne de crédit,...).

Sur la base d'une dette financière nette au 31 décembre 2008 de 13.1 millions d'euros, la dette financière nette devrait être ramenée post opération à 4.3 millions d'euros (abstraction faite des flux d'encaissement et de décaissement du premier trimestre civil 2009).

2.3. Stratégie Produits

La crise économique nécessite des mesures d'adaptation qui concernent l'ajustement des coûts au niveau d'activité.
Elle nécessite également d'apporter les bonnes réponses aux marchés afin de préserver l'avenir.
Il est donc particulièrement important de proposer aux marchés des produits qui présentent des avantages compétitifs par rapport à ceux de la concurrence, que ce soit d'un point de vue prix ou fonctionnalités.
Dans ce cadre, les initiatives commerciales qui ont été lancées cette année et qui seront lancées l'année prochaine répondent parfaitement à ces attentes :

- Avantage produit
  Les lancements des lignes « Diamant » en maroquinerie, « Ligne 2 Liberté » en briquet et « Néoclassique » en instruments à écrire représentent un véritable plus par rapport à ce que propose la concurrence :
  - Ligne « Diamant », dont le claim est « The most elegant and resistant bag in the world » incorpore de la poudre de diamant dans le processus de tannage pour lui donner ce coté particulièrement élégant et une solidité sans équivalent sur le marché ;
  - « Ligne 2 Liberté » dont le claim est « The most elegant cigar lighter in the world » associe la beauté du briquet traditionnel Dupont avec l'efficacité de la flamme torche, seule flamme capable de satisfaire les vrais amateurs de cigares.
  - « Neoclassique » dont le claim est « Probably the most powerful pen in the world » qui associe la tradition des stylos Dupont en référence au stylo « classique » lancé en 1972 avec la modernité représentée par une clé USB 4G intégrée dans le stylo.
- Avantage prix
  Entre 2008 et 2009, S.T.Dupont a lancé ou va lancer trois nouvelles ligne de produits qui allient la modernité et un positionnement prix particulièrement attractif

- Le briquet « Minijet » qui vise une clientèle plus jeune et qui peut s'offrir, pour un prix extrêmement attractif, son premier briquet Dupont.
- Le stylo « Défi » dont le claim est « The laser sharp pen» qui bénéficie d'une écriture particulièrement fluide et rapide dans un positionnement prix particulièrement attractif par rapport à la concurrence.
- La maroquinerie « Défi » dont le claim est « The weithgtness and indestructible laptop travel bag » dont les matériaux associent le cuir et les tissus issus de la conquête spatiale. De même que pour les stylos « Défi », le positionnement prix est particulièrement attractif.

Au travers de ces initiatives S.T.Dupont, loin de se replier sur soi, continue à asseoir son développement sur des produits innovants et répondant parfaitement aux attentes du marché.

2.4. Evolution du litige avec l'ancien distributeur pour les pays de l'Est.

Dans la note 14 des états financiers consolidés au 31 mars 2008 et dans la note 2.4.14 dans les comptes au 30 septembre 2008, il était fait mention d'un litige avec un ancien distributeur pour l'Europe de l'Est qui avait assigné S.T.Dupont devant le Tribunal de Commerce de Paris pour un montant de 11.4 millions d'euros.
Une provision pour risque avait été constituée pour faire face à ce risque.
Dans le cadre d'un protocole d'accord transactionnel avec cet ancien distributeur signé le 18 février 2009, nous sommes convenus :

- Que chacune des parties abandonnait tout recours devant la justice pour ce litige ;
- S.T.Dupont payait une indemnité forfaitaire pour solde de tout compte ;
- Que l'ancien distributeur renvoyait le stock de marchandises S.T.Dupont en sa possession, sur la base d'un inventaire contradictoire réalisé en 2006 ;
- Que S.T.Dupont et l'ancien distributeur abandonnaient les créances mutuelles que chacun avait sur l'autre partie ;

L'impact net sur le résultat opérationnel de S.T.Dupont après provision complémentaire sur le stock repris devrait être de l'ordre de +2.5 millions d'euros qui sera comptabilisé dans les comptes consolidés au 31 mars 2009.

2.5. Conséquences du sinistre

Le sinistre intervenu dans la nuit du 4 au 5 janvier 2008 a intégralement détruit les ateliers de polissage, de placage et de montage briquets. Plus aucun briquet ou stylos ne pouvait alors être produit.
La reconstruction de l'usine a été décidée dès le lendemain du sinistre et la mise en œuvre d'un réseau de sous-traitance a également été engagée afin de retrouver de la capacité de production le plus rapidement possible.
L'impact du sinistre sur le résultat peut se résumer ainsi :

Impact sur le résultat

en milliers d'euros	31/03/2009 (estimé)	31/12/2008 (non audité)	30/09/2008 Semestre 1	31/03/2008 Année
Perte sur immobilisations & stocks				-3 310
Frais exceptionnels / sous activité	-2 815	-2 815	-2 105	-902
Indemnisation assurance dommages directs	254	254	254	11 183
Indemnisation perte d'exploitation (1)	15 400	8 000	8 000	
Impact Résultat Opérationnel	**12 839**	**5 439**	**6 149**	**6 971**

(1): les acomptes sur indemnisation (8 millions d'euros) ont été comptabilisés en produits au compte de résultat

L'impact du sinistre sur le résultat a été comptabilisé en « Autres Produits et Charges » inclus dans le résultat opérationnel. La société considère que l'indemnisation de la perte d'exploitation correspond à la perte de marge générée par le sinistre. A ce titre, et en cumulé à fin mars 2009, la perte d'exploitation générée après le sinistre aura été couverte par les remboursements successifs totalisant 15,4 millions d'euros.

Au 31 mars 2008, nous avions estimé l'impact du sinistre « dommages directs » à 11.2 millions d'euros (immobilisations et stocks) se traduisant par un profit net de 7.0 millions d'euros dans les comptes de l'exercice 2007-2008. (cf. note 29 des états financiers consolidés au 31 mars 2008).
Le dossier a été clos fin octobre 2008 au titre des dommages directs et s'est traduit par un écart positif par rapport à l'estimation du 31 mars 2008 de 0.3 millions d'euros.

En termes de perception de l'indemnité, nous avons reçu 11.4 millions à fin octobre 2008. A ce jour, il reste à recevoir 0,5 millions d'euros concernant des moules et outillages qui étaient commandés mais non reçus à la date de finalisation du dossier. Ils seront remboursés sur justificatifs par les compagnies d'assurance.

La reconstruction de l'usine s'est terminée début décembre 2008, soit 11 mois après le sinistre. L'usine est maintenant totalement opérationnelle. Les investissements de reconstruction, s'ils ne sont pas totalement finalisés, se situent dans l'enveloppe reçue au titre des « dommages directs ».

En matière de perte d'exploitation, l'indemnisation couvre la perte de marge subie par la société française et par l'ensemble des filiales du fait des conséquences de l'incendie. Cette indemnisation couvrait une période de 12 mois et s'est donc terminée le 4 janvier 2009. Les experts mandatés par les compagnies d'assurances et par nous-mêmes pour déterminer l'indemnisation disposent maintenant de l'ensemble des éléments pour finaliser l'évaluation du dommage.
A ce jour, les négociations sont toujours en cours et le chiffre définitif n'est pas encore finalisé. Selon l'estimation très récente de l'expert que nous avons mandaté, l'indemnité au titre de la perte d'exploitation, nette des acomptes déjà perçus et

comptabilisés en produits au compte de résultat, devrait être toutefois proche de 7.4 millions d'euros, chiffre qui reste à valider par les compagnies d'assurances.
La date de clôture du sinistre avec les compagnies d'assurances est fixée au 23 mars 2009.
Dans les comptes consolidés au 30 septembre 2008, du fait de l'imprécision dans laquelle nous étions, nous avons limité la comptabilisation en produits au compte de résultat des indemnités pour perte d'exploitation au montant des acomptes acceptés par les compagnies d'assurance, soit 8 millions d'euros. Il resterait donc à recevoir une somme d'environ 7.4 millions d'euros qui devrait être encaissée pour partie avant le 31 mars 2009 (6.0 millions d'euros), le solde étant encaissé début avril.

Synthèse des indemnités d'assurance

Nature de l'indemnité	En milliers d'euros	Cumul (estimé) 31/03/2009	4e Trim. (estimé) 31/03/2009		Cumul au 31/12/2008	31/12/2008 (non audité)	30/09/2008 Semestre 1	31/03/2008 Année
Dommages directs	Produits d'assurance pris en résultat	11 437			11 437	254	254	11 183
	Encaissements indemnités	-11 667	-267		-11 400	-6 400		-5 000
	Autres éléments	230			230		230	
	Produits à recevoir	0	0		267	267	6 667	6 183
Perte d'exploitation	Produits d'assurance pris en résultat	15 400	7 400		8 000		8 000	
	Encaissements indemnités	-14 000	-6 000		-8 000	-4 000	-4 000	
	Produits à recevoir	1 400	1 400	(*)	0	0	4 000	0
TOTAL dommages directs et perte d'exploitation	Produits d'assurance pris en résultat (**)	26 837	7 400		19 437	254	8 254	11 183
	Encaissements indemnités	-25 667	-6 267		-19 400	-10 400	-4 000	-5 000
	Autres éléments	230	0		230	0	230	0
	Produits à recevoir	1 400	1 400		267	267	10 667	6 183

NB: les colonnes cumul reprennent l'ensemble des élements depuis la survenance du sinistre
(*) La réunion de clôture du sinistre intervenant le 23 mars, le complément d'assurance perte d'exploitation ne sera comptabilisé en produit que sur le dernier trimestre.
(**) Les produits d'assurance sont comptabilisés en "résultat opérationnel" sous la rubrique "autres produits et charges"

Au 31 décembre 2008, à l'exception de 267 milliers d'euros encaissés dans le courant du premier trimestre calendaire, l'intégralité des produits d'assurances au titre des dommages directs comptabilisés au compte de résultat, a été encaissée.

La dette financière au 31 décembre 2008 ne prend pas en compte les produits qui seront comptabilisés et encaissés au cours du premier semestre calendaire 2009 pour un montant estimé de 7,4 millions d'euros.

Le sinistre a eu des conséquences sur le chiffre d'affaires de l'exercice 2008-2009 dans la mesure où nous avons été dans l'incapacité de livrer l'intégralité des commandes clients pendant plusieurs mois. Ceci s'est traduit par des pertes de positions commerciales chez nos clients qui ont substitué des produits de la concurrence à nos produits pour ne pas perdre de chiffre d'affaires et donc de marge.
Il est difficile d'estimer l'impact de ces pertes de positions commerciales qui nécessiteront des efforts commerciaux soutenus (offres commerciales, dépenses de promotion, de communication,...) pour être reconquises.

3. EVOLUTION RECENTE DE L'ACTIVITE

3.1. Informations financières sélectionnées

(en milliers d'euros)	31/12/2008 Trimestre 3 (*)	31/12/2007 Trimestre 3 (*)	30/09/2008 Semestre 1	30/09/2007 Semestre 1	31/03/2008 Année	31/03/2007 Année
Chiffre d'affaires	47 666	61 446	30 634	36 504	74 568	76 474
Marge brute	26 068	30 935	16 604	17 919	35 363	36 972
Résultat opérationnel courant	-2 976	3 089	-1 608	212	-4 438	-1 824
Autres produits & charges	4 297	-1 033	6 313	-241	8 769	2 653
Résultat opérationnel	1 321	2 056	4 705	-29	4 331	829
Résultat Net	1 063	723	3 999	-1 286	1 276	-1 018
Capitaux Propres	18 671	17 302	21 596	15 819	15 958	17 789
Dettes Financières courantes	25 773	3 741	24 418	3 391	3 970	4 616
Dettes Financières non courantes	72	21 380	143	21 359	21 611	20 989
Trésorerie & équivalents	-12 696	-23 642	-12 773	-26 412	-24 483	-35 908
Dettes/(Ressouces) financières nettes	13 149	1 479	11 788	-1 662	1 098	-10 303

(*) Non audité
La société considère que l'indemnisation de la perte d'exploitation correspond à la perte de marge générée par le sinistre. A ce titre, et en cumulé à fin mars 2009, la perte d'exploitation générée après le sinistre aura été couverte par les remboursements successifs totalisant 15,4 millions d'euros.

3.2. Commentaires sur l'évolution récente de l'activité

Dans le contexte actuel de la crise économique, la demande des produits de luxe a considérablement chuté.
Les principales zones géographiques touchées chez ST Dupont depuis le troisième trimestre (sep-déc 2008), sont les Etats-Unis, les pays de l'Est, le Japon et l'Espagne. En revanche, la zone Hong-Kong/Chine continue de progresser de manière significative.
En ce qui concerne l'Europe de l'Ouest, la France, bien qu'en léger recul, se comporte de manière satisfaisante. Les autres pays de l'Europe de l'Ouest subissent les effets combinés de la crise économique et de la réorganisation de nos forces de vente (Allemagne et Italie).

Aux Etats-Unis, le changement de distributeur sur cette zone est intervenu en mai 2008. Le distributeur précédent avait sensiblement réduit ses achats durant le second semestre de l'exercice 2007-2008 dans l'attente d'un éventuel renouvellement

qui ne s'est pas produit. Le nouveau distributeur a commencé ses opérations à partir de juillet 2008. Toutefois la montée en puissance de son activité s'est trouvée ralentie par les effets de la crise, particulièrement importants dans cette région.

En ce qui concerne la Russie, le nouveau distributeur Mercury a démarré son activité dans le courant de l'exercice précédent. Il a commencé par reprendre la distribution dans le réseau grossiste et dans ses propres boutiques. Depuis 18 mois, il a également ouvert 4 boutiques à l'enseigne S.T.Dupont.
Opérant dans le marché du luxe depuis plusieurs années, sa stratégie était, antérieurement à la crise, de se constituer un stock important afin d'être en mesure de faire face à la croissance soutenue du marché du luxe.
Les effets de la crise sur les derniers 6 mois ont eu pour conséquence l'arrêt brusque et total de toute livraison de produits S.T.Dupont depuis le mois d'août 2008.
Notre distributeur estime cependant que la crise actuelle ne remet pas en cause le développement de son activité pour S.T.Dupont sur le long terme.

Les autres pays d'Europe de l'Est subissent les effets induits par la crise en Russie, ce pays étant l'un de leur plus important partenaire commercial.

Le Japon subit les effets d'une réévaluation très significative du Yen combinée à une crise économique sévère puisqu'elle dure depuis des années.
Les consommateurs japonais ont commencé à modifier leurs habitudes d'achat au détriment des articles de luxe et plus particulièrement de la mode. Ceci se traduit par la baisse de fréquentation des grands magasins, forme importante du commerce de luxe au Japon, que l'on a pu constater sur les derniers mois.
Le wholesale est en recul très sensible (-51% en cumul) conséquence logique de notre décision stratégique de rééquilibrer le poids de ce secteur et à améliorer les marges. Le retail, même s'il est en recul (-13.5%), résiste relativement mieux malgré la crise économique.

Pour ce qui est de l'Espagne, la crise économique est particulièrement forte et brutale.
Dans ce contexte, la situation financière de la société Orfarlabo (détenue à 49,9%) qui assure la distribution des produits S.T.Dupont sur le marché espagnol est devenue plus difficile.
Elle bénéficiait d'une ligne de crédit bancaire de 800 milliers d'euros qui a été ramenée à 600 milliers d'euros en mai 2008. Afin de lui permettre de financer le plan de développement qui visait à renforcer la présence de S.T.Dupont dans les grands magasins (El Corte Inglès) au détriment des circuits traditionnels, les deux actionnaires d'Orfarlabo ont décidé de porter la durée de leur crédit de 60 jours à 120 jours, selon les besoins de la société. Parallèlement, l'actionnaire majoritaire Farlabo SA (qui détient 50,1% et en assure le contrôle) a mis à disposition d'Orfarlabo une boutique située dans le centre de Madrid afin d'accroître la présence de la marque ST Dupont.

Enfin, la baisse de l'Euro depuis août 2008 par rapport à la quasi-totalité des devises dans lesquelles nous opérons, nous permet de bénéficier d'un avantage concurrentiel par rapport aux autres acteurs locaux. Ce phénomène s'est trouvé amplifié par l'impossibilité dans laquelle nous étions de pouvoir couvrir à terme nos opérations en devises. Nous en avons subi les conséquences négatives lorsque l'Euro s'appréciait mais nous pouvons maintenant profiter à plein de la baisse de l'Euro.
Il convient de noter l'impact positif de cette baisse de l'Euro sur les royalties dans la mesure où la plus grande partie des royalties sont facturées en monnaies autres que l'Euro.

Dans le document de référence (section 1.4), il était indiqué que l'incendie ne remettait pas en cause les fondamentaux du Groupe tels qu'ils avaient été définis lors du plan d'affaires de 2006 qui visait à retrouver une rentabilité pérenne se matérialisant par une progression du chiffre d'affaires et une stricte maîtrise des coûts.
La crise économique dont les premiers effets se sont fait sentir à partir de septembre 2008 aura une incidence sur la croissance du chiffre d'affaires. Dans le contexte d'incertitude actuel, il n'est toutefois pas possible d'en estimer l'impact.
Ainsi qu'indiqué dans le communiqué du 6 février 2009 relatif à l'activité du troisième trimestre et du cumul au 31 décembre 2008, les actions visant à adapter la structure de coûts au niveau d'activité actuel ont été d'ores et déjà engagées. Elles produiront leur plein effet sur le 4ème trimestre de l'exercice et tout au long de l'exercice 2009-2010.

3.3. Examen de la situation financière et du résultat à fin décembre 2008

Les indicateurs clés à fin décembre 2008 se présentent ainsi :

en milliers d'euros	Trimestre 3		9 Mois	
Consolidé	08-09	Variation	08-09	Variation
Ventes	17 032	-31,7%	47 666	-22,4%
Marge Brute	8 607	-30,5%	26 068	-15,7%
%	50,5%	*+0,9 pts*	54,7%	*+4.3 pts*
Résultat Opérationnel	-3 383	-5 712 k€	1 321	-735 k€
Résultat net	-2 937		1 063	

Non audité

Le recul de l'activité sur le dernier trimestre est significatif. Il résulte de la combinaison de plusieurs facteurs :

- problèmes de production suite au sinistre ayant entraîné la perte de positions commerciales chez certains de nos clients ;
- arrêt des livraisons sur la Russie compte tenu de la situation économique du pays ;

- effet de la crise économique sur les autres marchés, à l'exception de la zone Hong-Kong/Chine qui continue de progresser de manière significative

Sur 9 mois, le recul est moins significatif dans la mesure où seuls les problèmes de production avaient impacté les ventes sur les 6 premiers mois.

Le taux de marge continue de s'améliorer tant sur le trimestre qu'en cumulé, conséquence des actions de réduction des coûts engagés sur les périodes précédentes et de la décision de relancer en priorité la production des produits ayant les plus fortes marges.

Le résultat opérationnel du trimestre n'intègre aucune indemnisation au titre de la perte d'exploitation compte tenu de l'état d'avancement des négociations avec les compagnies d'assurance.

En cumul, seuls les acomptes reçus au titre de l'assurance perte d'exploitation ont été comptabilisés en produits au compte de résultat pour un montant de 8 millions d'euros.

4. RAPPORT D'ACTIVITE ET ETATS FINANCIERS DU PREMIER SEMESTRE 2008-2009

4.1. Rapport d'activité du premier semestre 2008-2009

INDICATEURS CLES

Les principaux éléments concernant l'activité du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice peuvent se résumer ainsi :

	TRIMESTRE 2			SEMESTRE		
Consolidé	Sept 08	Sept 07	Variation	30/09/2008	30/09/2007	Variation
Ventes	**16 225**	**19 547**	**-17,0%**	**30 634**	**36 504**	**-16,1%**
Marge Brute	**9 666**	**9 349**	**3,4%**	**16 604**	**17 919**	**-7,3%**
%	***59,6%***	***47,8%***	***11,7%***	***54,2%***	***49,1%***	***5,1%***
Frais généraux	-9 106	-9 273	-1,8%	-18 212	-17 708	2,8%
Autre produits & charges	2 982	248		6 254	7	
Pertes & profits de change	165	-114		59	-248	
Résultat Opérationnel	**3 709**	**209**	**3 499**	**4 705**	**-29**	**4 734**
%	***22,9%***	***1,1%***	***21,8%***	***15,4%***	***-0,1%***	***15,4%***
Résultat Stés MEQ	-199	-129		-224	-216	
Charges financières	102	-693	-114,8%	-297	-913	-67,5%
Impôts	-94	-242		-184	-128	
Résultat net	**3 517**	**-855**		**3 999**	**-1 286**	
%	***21,7%***	***-4,4%***	***26,1%***	***13,1%***	***-3,5%***	***16,6%***

Note : seules les données semestrielles présentées dans ce rapport ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes

Du fait de l'incendie intervenu sur le site de Faverges en janvier 2008, les deux exercices ne sont pas comparables :

- L'activité a été significativement affectée par l'arrêt de toute production intégrée de briquets et d'instruments à écrire qui a nécessité la mise en œuvre d'une organisation de sous-traitance dont la montée en puissance a été progressive.
- La production relancée via la sous-traitance a porté en priorité sur les produits permettant de dégager la meilleure marge brute.
- Les autres produits et charges de la période en cours intègrent l'impact de l'estimation de l'indemnité liée à la perte d'exploitation à compter de la survenance du sinistre, ainsi que les coûts supplémentaires générés par ce dernier et qui sont couverts par cette indemnité.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Par zone géographique

CA par zone géo en K€	Trimestre 2	Variation	Variation hors effet change	30/09/2008 Cumul	Variation	Variation hors effet change
France	1 985	-10,6%	-10,6%	3 709	-16,0%	-16,0%
Europe (hors France)	4 559	-20,4%	-19,8%	9 502	-11,6%	-11,1%
Asia	6 690	-16,8%	-14,2%	12 646	-14,4%	-11,4%
America	302	-44,3%	-37,5%	451	-62,8%	-57,8%
Autres	965	-33,5%	-33,5%	1 913	-30,5%	-30,5%
Total Produits	**14 502**	**-19,4%**	**-17,8%**	**28 222**	**-16,6%**	**-15,0%**
Royalties	1 723	10,6%	20,0%	2 412	-9,5%	-3,0%
Total Ventes	**16 225**	**-17,0%**	**-14,8%**	**30 634**	**-16,1%**	**-14,1%**

L'impact de l'incendie sur l'activité a été particulièrement significatif. A cela est venu s'ajouter l'appréciation de l'euro par rapport aux autres monnaies sur la période.
Par zone, les principaux éléments sont :

- La France a relativement bien résisté à la pénurie de produits du fait des actions commerciales lancées au cours des exercices précédents qui avaient eu des effets très positifs sur le chiffre d'affaires. Ceci a permis de limiter au maximum les conséquences de l'incendie et de maintenir les positions commerciales acquises ;
- L'Europe est en recul sensible pour des raisons différentes selon les zones. En Europe de l'Ouest, la restructuration du réseau de distribution est toujours en cours et les difficultés de production ont conduit à limiter les livraisons de certains clients dont les marges étaient relativement faibles du fait d'opérations de déstockage. En ce qui concerne

- l'Europe de l'Est, la Russie a connu quelques difficultés de mise en œuvre du réseau de distribution suite au changement de distributeur intervenu en juillet 2007 qui ont eu pour conséquence de ralentir les livraisons vers ce pays au cours du second trimestre de l'exercice. Néanmoins, les autres pays d'Europe de l'Est continuent à faire preuve d'un réel dynamisme.

- L'Asie est en recul, principalement au Japon (-29%) et à Hong-Kong (-19%) alors que la Chine est en sensible progression (+15%).
  En ce qui concerne le Japon, cette baisse est la conséquence combinée de :
  - La mise en œuvre du plan de redéploiement qui vise à un meilleur équilibre entre le réseau « retail » et le réseau « wholesale » a conduit à réduire sensiblement les ventes aux grossistes générant une moindre marge.
  - La crise économique et financière qui a touché le Japon et qui se traduit par une baisse importante de fréquentation dans les boutiques et centres commerciaux ;
  - La remontée du Yen qui ne s'est pas encore concrétisée dans les prix de vente publics du fait de l'existence d'un stock.

  Pour Hong-Kong, la baisse du chiffre d'affaires est due à :
  - La fermeture de boutiques intervenue durant le second semestre de l'exercice précédent
  - La crise économique et financière qui impacte le commerce du luxe

  En ce qui concerne la Chine, l'activité reste soutenue compte tenu des ouvertures de boutiques intervenues durant les 12 derniers mois, de l'impact des jeux olympiques sur la période et de la croissance générale de l'économie qui se poursuit.
- Les Amériques, marché principalement axé sur le briquet, sont en très net recul du fait de :
  - La pénurie de briquets suite au sinistre ;
  - l'arrêt du contrat de distribution avec notre ancien agent (mai 2008) alors que le nouvel agent n'a commencé ses opérations que dans le courant du second trimestre de la période ;
  - la crise économique et financière qui impacte fortement les activités du secteur du luxe dans cette zone.
  - La baisse de l'US$ sur la période.
- Les autres pays, principalement le Moyen Orient, sont en recul du fait des incertitudes générées par la crise financière et la chute des cours du pétrole qui ont une incidence significative et immédiate sur le marché du cadeau d'affaires qui est une composante importante dans ces régions.

Globalement, les ventes dans le réseau « retail » (-5.0%) ont été moins pénalisées que les ventes « wholesale » (-19%)
Les redevances sont en recul du fait de la défaillance du licencié lunettes (début 2008) alors que son remplacement n'est pas encore opérationnel. De même, la remontée de l'euro sur la période a eu un impact négatif sur les redevances dans la mesure où la plus grande partie des redevances de licences sont facturées en monnaies autres que l'euro.

Par activité

Euros millions	Trimestre 2 08-09	Variation Avec effet de change	Variation hors effet de change	Cumul 08-09	Variation Avec effet de change	Variation hors effet de change
Briquet & Stylos	7,3	-14,8%	-13,3%	12,9	-25,4%	-24,1%
Maroquinerie & PAP	7,2	-23,5%	-21,8%	15,3	-7,5%	-5,5%
Total Ventes produits	**14,5**	**-19,4%**	**-17,8%**	**28,2**	**-16,6%**	**-15,0%**

Les conséquences de l'incendie du centre industriel a eu un impact extrêmement significatif sur l'activité briquets et stylos, notamment sur le premier trimestre. La mise en œuvre de la sous-traitance a permis de réduire les effets sur le second trimestre.
En ce qui concerne la maroquinerie et le prêt-à-porter, la baisse du chiffre d'affaires est la conséquence de :
- dommages collatéraux, conséquences de l'incapacité dans laquelle nous étions de livrer des briquets et stylos, ayant entraîné des annulations ou des réductions de commandes ;
- ralentissement des ventes vers la Russie sur le second trimestre ainsi qu'indiqué précédemment. Cette tendance devrait se poursuivre sur le troisième trimestre, le temps que notre distributeur finalise la mise en œuvre de son organisation sur ce marché dont le potentiel demeure toujours aussi important.

AUTRES COMPOSANTES DE L'EXPLOITATION

La marge brute

Le taux de marge brute est en augmentation très significative d'une période sur l'autre (+5.1 points). Ceci est la conséquence combinée des éléments suivants :
- Impact plein des mesures de réduction de coûts initiées sur les exercices précédents;
- Décision de ne relancer la production que pour les produits à plus forte marge et de réduire la production pour tiers ;

- Baisse de frais fixes de l'usine;
- Meilleur équilibre « retail » et « wholesale » dans les filiales ;
- Lancement de produits à plus forte valeur ajoutée.

La marge brute ne se trouve pas affectée par les conséquences du sinistre sur les coûts de production dans la mesure où les surcoûts ainsi que la sous activité générés par le sinistre ont été isolés et intégrés dans les « autres produits et charges opérationnels ».

Les frais généraux

Ils sont en légère augmentation sur la période, notamment du fait des dépenses de communication suite aux lancements de nouveaux produits ainsi que par les coûts de réorganisation des forces commerciales en Europe.

Les autres produits et charge et éléments non récurrents

Les autres produits et charges opérationnels concernent principalement les coûts et produits d'assurance liés au sinistre et analysés au paragraphe « indemnisation du sinistre ».

RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel ressort à +4.7 millions d'euros contre 0.0 million d'euros au 30 septembre 2007.
Quand bien même la plus grande partie de ce résultat provient des indemnités d'assurance au titre de la perte d'exploitation, il n'en demeure pas moins que toutes les composantes de l'exploitation sont en amélioration structurelle, que ce soit au niveau du taux de marge brute ou des frais indirects.
Ceci devrait contribuer à l'objectif d'une rentabilité pérenne et significative.

Les charges financières

Elles sont en baisse par rapport à la même période de l'exercice précédent, conséquence combinée de :

- La consommation de trésorerie sur la période pour la reconstruction de l'usine et le financement de la perte d'exploitation, partiellement compensée par les acomptes reçus des assureurs avec un certain décalage.
- La baisse des pertes de change à caractère financier liée à la très forte baisse de l'euro sur les deux derniers mois de la période qui a entraîné un profit de change significatif sur la conversion des créances et dettes en devises.

RESULTAT NET

Le résultat net ressort à +4.0 millions d'euros contre -1.3 millions d'euros pour l'exercice précédent.

LES CONSEQUENCES DU SINISTRE

L'incendie survenu le 5 janvier sur le site industriel de Faverges a eu une incidence très significative sur la production de briquets et de stylos.
La mise en œuvre d'une organisation faisant appel à la sous-traitance a démarré dès le lendemain du sinistre. Cette mise en œuvre a été progressive et nous a permis de reconstituer notre capacité de production à hauteur de 50% à fin juin et 75% à fin septembre 2008.
Les opérations de reconstruction de l'usine se déroulent conformément à nos prévisions et le centre industriel devrait être opérationnel dans la première quinzaine de décembre, soit près d'un an après le sinistre.
Les nouveaux ateliers contribueront à l'amélioration des processus industriels ainsi qu'à la réduction des coûts de production.

L'INDEMNISATION DU SINISTRE

L'indemnisation du sinistre porte sur le bâtiment, les matériels, les stocks, les coûts exceptionnels entraînés par le sinistre ainsi que la perte d'exploitation tant pour la France que pour les filiales.
Les négociations en cours avec les compagnies d'assurance se sont traduites par le versement de plusieurs acomptes :

- 5 millions d'euros au cours de l'exercice précédent (mars 2008) au titre des dommages directs ;
- 4 millions d'euros sur la période (juillet 2008) au titre de la perte d'exploitation ;
- 10.4 millions d'euros post clôture, dont 4 millions au titre de la perte d'exploitation et 6.4 millions au titre du dommage direct qui est maintenant finalisé.

Le montant de l'indemnité reçue ou restant à recevoir au 30 septembre 2008 au titre du sinistre dommages directs permet de couvrir la quasi-totalité des investissements prévus pour la reconstruction.
L'état d'avancement des négociations avait permis au 31 mars 2008 de déterminer précisément le montant de l'indemnité au titre des dommages directs.
Par rapport à cette estimation, l'indemnisation définitive est légèrement supérieure et se traduit par un effet favorable de +0.3 millions d'euros sur le résultat de la période.

En ce qui concerne l'indemnisation de la perte d'exploitation, aucun produit n'avait été enregistré dans les comptes au 31 mars 2008. La méthodologie de détermination de cette perte reste encore en discussion avec les experts des compagnies d'assurance. Les négociations avec les compagnies d'assurance devraient être finalisées durant le premier semestre 2009.
Dans l'intervalle, les compagnies d'assurance ont accepté de verser 2 fois 4 millions d'euros sous forme d'acomptes afin de nous permettre de couvrir le financement de la perte d'exploitation depuis le 5 janvier 2008.
Un produit d'assurance pour perte d'exploitation a été enregistré à hauteur de 8 millions d'euros sur la période. Cette indemnisation correspond au montant des acomptes reçus ou à recevoir tels qu'ils sont connus à la date d'arrêté des comptes semestriels au 30 septembre 2008 dans la mesure où, à cette date, il n'est pas possible d'estimer de manière fiable le montant de la perte d'exploitation.
L'indemnisation de la perte d'exploitation se termine le 4 janvier 2009, ce qui est en phase avec le redémarrage de l'usine prévu courant décembre 2008.

FLUX DE TRESORERIE

La Capacité d'autofinancement de la période ressort à +3.9 millions d'euros contre -1.5 millions d'euros pour le premier semestre de l'exercice précédent.
Bien que l'acompte reçu au cours de la période soit affecté à la perte d'exploitation, les investissements de reconstruction réalisés au cours de la période ont été déduits des indemnités reçues.
Parallèlement, et pour des questions de comparabilité, le tableau de financement au 31 mars 2008 a été retraité en réintégrant dans la capacité d'autofinancement les produits à recevoir au titre des dommages directs et en déduisant les investissements de reconstruction réalisés avant le 31 mars 2008.
Cette amélioration de la capacité d'autofinancement est la conséquence croisée de l'amélioration significative des composantes de l'exploitation associée à l'indemnisation de la perte d'exploitation à compter du sinistre.
La variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation ressort à -12,1 millions d'euros compte tenu :

- de la reconstitution des stocks de produits en cours détruits par l'incendie ;
- de la mise en œuvre des opérations de sous-traitance qui nécessite la création de stocks de produits intermédiaires nettement plus importants que dans une exploitation normale.
- du décalage dans le versement des acomptes de la part des assurances par rapport à la prise en compte dans le résultat qui entraîne une augmentation sensible des autres créances.

Compte tenu des opérations de reconstruction de l'usine, les investissements sont en augmentation significative sur le premier semestre à 4.0 millions d'euros (dont 2.2 millions financés par les indemnités d'assurance) contre 1.6 millions d'euros au 30 septembre 2007.

Après paiement des intérêts d'emprunts, les flux de trésorerie des activités opérationnelles et les investissements ont été financés sur la trésorerie disponible qui diminue de -11.5 millions d'euros.

Au 30 septembre 2008, la trésorerie consolidée ressort à 11.9 millions d'euros contre 25.1 millions au 30 septembre 2007 et 23.5 millions d'euros au 31 mars 2008.

FINANCEMENT

La société est en train de travailler aux modalités du refinancement de l'emprunt OCEANE à échéance du 1er avril 2009. A ce jour, ce refinancement devrait prendre la forme d'une nouvelle émission obligataire dont les caractéristiques ne sont pas encore arrêtées.
Les prévisions de trésorerie établies pour le second semestre réactualisées pour tenir compte des effets de la crise économique et financière permettent d'assurer le financement de l'exploitation et des investissements jusqu'à la mise en place du refinancement de l'OCEANE.
Sur la base de ces prévisions et quelle que soit la date à laquelle le refinancement de l'OCEANE sera réalisé, la trésorerie disponible au sein de ST Dupont SA, porteur de l'OCEANE, permettra de rembourser l'ensemble des porteurs d'OCEANE autres que l'actionnaire majoritaire.
Nous rappelons que l'actionnaire majoritaire a donné sa garantie concernant le soutien de sa filiale notamment par le maintien dans la société de la part de remboursement des OCEANE lui revenant (16.9 millions d'euros dont 1.2 millions d'intérêts échus), tant que le refinancement de l'emprunt OCEANE n'aura pas été réalisé.
Les effets négatifs du ralentissement économique sur les encaissements prévus du dernier trimestre de notre exercice, s'ils s'avéraient catastrophiques, pourraient toutefois entraîner une détérioration de la trésorerie de ST Dupont SA rendant nécessaire la perception, a minima, d'un troisième acompte de 4 millions d'euros de la part des compagnies d'assurance avant le 1er avril 2009, date à laquelle le remboursement des porteurs d'OCEANE autres que D&D International BV entraînera un paiement de 6.3 millions d'euros.
A ce jour, aucun élément ne permet de penser qu'un tel scénario catastrophe serait susceptible de se réaliser.

BILAN

Compte tenu des opérations de reconstruction de l'usine, les immobilisations sont en augmentation sensible d'un exercice sur l'autre (+4.3 millions d'euros).
Les stocks augmentent fortement du fait de la reconstitution des stocks détruits, des opérations de sous-traitance nécessitant des stocks intermédiaires plus importants et du faible chiffre d'affaires réalisé vers la Russie sur le second trimestre de l'exercice.
Le poste clients est en recul du fait de la baisse du chiffre d'affaires et de la poursuite de l'amélioration de la gestion de l'encours clients.
Le poste « autres créances » intègre les indemnités à recevoir des compagnies d'assurance pour 10.7 millions d'euros qui ont été intégralement perçues en novembre 2008.
Du fait des opérations de sous-traitance et des opérations de reconstruction, on constate une augmentation corrélative du poste fournisseurs.

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Les transactions avec les parties liées correspondent à des activités opérationnelles dans nos filiales asiatiques. Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces transactions, tant en valeur qu'en contenu depuis le 30 septembre 2008.

4.2. Comptes consolidés semestriels résumés

(Les références des notes sont celles des comptes consolidés semestriels résumés tels qu'ils ont été publiés)

2.1 Compte de résultats

(En milliers d'euros)	Notes	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Chiffre d'affaires net « produits »		28 222	69 682	33 838
Autres produits des activités ordinaires		2 412	4 886	2 666
Produits des activités ordinaires		**30 634**	**74 568**	**36 504**
Coûts des ventes		(14 030)	(39 205)	(18 585)
Marge brute		**16 604**	**35 363**	**17 919**
Frais de communication		(2 490)	(6 204)	(2 149)
Frais commerciaux		(6 460)	(14 339)	(6 143)
Frais généraux et administratifs		(9 262)	(19 258)	(9 416)
Autres produits et charges	2.4.22	6 313	6 458	(241)
Pertes de valeur sur actifs		-	2 311	-
Résultat opérationnel		**4 705**	**4 331**	**(29)**
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2.4.20	206	732	446
Coût de l'endettement financier brut	2.4.20	(1 044)	(2 129)	(1 067)
Coût de l'endettement financier net		**(838)**	**(1 397)**	**(621)**
Autres produits et charges financiers	2.4.20	540	(1 151)	(292)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		**(224)**	**(144)**	**(216)**
Résultat avant Impôt		**4 183**	**1 639**	**(1 159)**
Charges d'impôt sur le résultat		(184)	(363)	(128)
Résultat net		**3 999**	**1 276**	**(1 286)**
Résultat net – part du Groupe		**3 999**	**1 276**	**(1 286)**
Résultat net – intérêts minoritaires		-	-	-
Résultat net par action (en euros)	2.4.21	0,009	0,003	(0,003)
Résultat net dilué par action (en euros)	2.4.21	0,009	0,003	(0,003)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

Dans un souci de comparabilité avec les données présentées pour l'exercice 2008-2009, la présentation des résultats au 30 septembre 2007 a été modifiée pour prendre en compte des reclassements liés aux mouvements de provision sur stocks et aux différences de change à caractère financier.

L'impact de ces reclassements est le suivant:

- Diminution de la « marge brute » de 628 milliers d'euros au 30 septembre 2007 du fait des mouvements de provisions sur stocks;
- Variation du même montant inversé pour les « frais généraux et administratifs » ;
- Diminution de 243 milliers d'euros au 30 septembre 2007 des « autres produits et charges » du fait des différences de change à caractère financier;
- Diminution du même montant inversé pour les « autres produits et charges financiers ».

Bilan actif et passif

ACTIF

(En milliers d'euros)	Notes	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Actif non courant				
Ecarts d'acquisition	2.4.4	2 810	2 556	2 838
Immobilisations incorporelles (nettes)	2.4.5	903	750	466
Immobilisations corporelles (nettes)	2.4.6	6 720	3 726	2 389
Actifs financiers	2.4.11	2 073	1 859	1 716
Participations dans les entreprises associées	2.4.7	476	701	629
Impôts différés		300	240	208
Total de l'actif non courant		**13 281**	**9 832**	**8 246**
Actif courant				
Stocks et en-cours	2.4.8	25 203	18 574	21 172
Créances clients	2.4.9	9 653	11 344	12 030
Autres créances	2.4.10	19 277	11 291	3 945
Impôts courants		719	808	650
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.4.12	12 773	24 483	26 412
Total de l'actif courant		**67 624**	**66 500**	**64 209**
Total de l'actif		**80 905**	**76 332**	**72 455**

PASSIF

(En milliers d'euros)	Notes	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Capitaux propres-part du Groupe				
Capital		21 231	21 231	21 231
Primes d'émission, de fusion et d'apport		967	967	967
Actions propres		(1 003)	(1 003)	(5)
Composante capital des emprunts convertibles		1 904	1 904	1 904
Réserves		(3 399)	(4 908)	(5 057)
Réserves de conversion		(2 104)	(3 509)	(1 935)
Résultat net- Part du Groupe		**3 999**	**1 276**	**(1 286)**
Total capitaux propres-part du groupe	2 .4.13	**21 596**	**15 958**	**15 819**
Total capitaux propres-part des minoritaires				
Dettes non courantes				
Emprunts obligataires convertibles	2.4.15	0	21 424	21 194
Emprunts et dettes financières	2.4.16	34	30	34
Emprunts sur location financement (à plus d'un an)	2.4.16	109	157	131
Impôts différés		22	23	22
Provisions pour engagements de retraite et autres avantages	2.4.14	6 119	6 046	6 176
Total des dettes non courantes		**6 284**	**27 680**	**27 558**
Dettes courantes				
Fournisseurs	2.4.17	10 672	9 259	6 894
Autres dettes	2.4.18	9 531	10 848	9 087
Impôts courants		237	389	666
Provisions pour risques et charges	2.4.14	8 168	8 228	9 042
Emprunts obligataires convertibles (à moins d'1 an)	2.4.15	22 509	1 543	772
Emprunts et dettes financières	2.4.16	1 798	2 149	2 452
Emprunts sur location financements (moins d'1 an)	2.4.16	111	278	167
Total des dettes courantes		**53 025**	**32 694**	**29 079**
Total du Passif		**80 905**	**76 332**	**72 455**

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

2.2 *Tableau des flux de trésorerie*

(En milliers d'euros)	30/09/2008	31/03/2008(*)	30/09/2007
I – Activités opérationnelles			
Résultat net avant impôt (1)	3 999	1 276	(1 286)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	1 029	974	372
Variation des provisions	(8)	(2 918)	(1 989)
Indemnité assurance affectée aux investissements (3)	(2 192)	(1 451)	
Charge nette d'intérêts	946	1 447	690
Plus ou moins-values de cessions	(302)	354	372
Charge (produit) d'impôt	184	411	128
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	224	144	216
Capacité d'autofinancement	**3 881**	**237**	**(1 497)**
Variation des stocks et en-cours	(5 991)	128	(2 178)
Variation des clients et comptes rattachés	1 789	(1 166)	(2 176)
Variation des autres créances (2)	(7 866)	(8 030)	(646)
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 298	2 357	(83)
Variation des autres dettes	(1 379)	1 633	180
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	**(12 148)**	**(5 078)**	**(4 903)**
Intérêts payés	(116)	(50)	(73)
Intérêts encaissés	206	735	447
Impôts sur les résultats payés	(288)	(485)	238
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	**(8 465)**	**(4 641)**	**(5 788)**
II – Activités d'investissement			
Dépenses de développement	(446)	(772)	(256)
Acquisition d'immobilisations corporelles nette des acomptes versés par les assurances (3)	(1 202)	(1 515)	(1 042)
Acquisition d'autres immobilisations financières	(192)	(371)	(300)
Besoin de trésorerie (investissements)	**(1 840)**	**(2 658)**	**(1 598)**
Cessions d'immobilisations incorporelles		200	
Cessions d'immobilisations financières	74	83	20
Désinvestissements	**74**	**283**	**20**
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**(1 766)**	**(2 375)**	**(1 578)**
III – Activités de financement			
Rachat d'actions propres	-	(1 000)	-
Emissions d'emprunts et dettes financières	329	623	297
Remboursement d'emprunts et dettes financières	(983)	(616)	(1 386)
Intérêts payés et assimilés sur Océane	(1 044)	(2 129)	(1 067)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**(1 697)**	**(3 122)**	**(2 156)**
Effets de la variation des cours de change sur la trésorerie	399	(1 333)	(286)
Variation nette de la trésorerie	**(11 530)**	**(11 471)**	**(9 808)**
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	23 471	34 942	34 942
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	11 941	23 471	25 134
Variation nette de la trésorerie	**(11 530)**	**(11 471)**	**(9 808)**

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers

(1) dont produit d'assurance de 7 954 k€ au 30 septembre 2008 et de 11 183 k€ au 31 mars 2008
(2) dont variation de l'indemnité d'assurance à recevoir de 4 484 k€ au 30 septembre 2008.
(3) au 30 septembre 2008, bien que l'acompte reçu de 4 M€ couvre des pertes d'exploitation, il a été utilisé pour financer la reconstruction de l'usine à concurrence de 2 192 k€
(*) la présentation de l'indemnité d'assurance au sein du tableau de financement au 31 mars 2008 a été modifiée pour tenir compte de la présentation retenue au 30 septembre 2008.

2.3 Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(En milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Actions propres	Composante capital de l'emprunt obligataire	Juste valeur des instruments de couverture	Réserves consolidées	Réserve de conversion	Capitaux propres consolidés
Au 31/03/2007	**424 622 305**	**21 231**	**967**	**(5)**	**1 904**	**0**	**(5 057)**	**(1 251)**	**17 789**
Résultat de l'exercice							1 276		1 276
Réserve de conversion								(2 258)	(2 258)
Paiement fondé sur des actions							149		149
Auto-contrôle				(998)					(998)
Au 31/03/2008	**424 622 305**	**21 231**	**967**	**(1 003)**	**1 904**	**0**	**(3 632)**	**(3 509)**	**15 958**
Résultat de la période							3 999		3 999
Réserve de conversion								1 405	1 405
Paiement fondé sur des actions							233		233
Auto-contrôle				0					0
Au 30/09/2008	**424 622 305**	**21 231**	**967**	**(1 003)**	**1 904**	**0**	**600**	**(2 104)**	**21 596**

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

4.3. Notes annexes aux comptes consolidés semestriels résumés

(Les références des notes sont celles des comptes consolidés semestriels résumés tels qu'ils ont été publiés)

2.4 Notes annexes aux comptes consolidés semestriels résumés

Les montants figurant dans les notes ci-après sont exprimés en milliers d'euros.
Le Groupe S.T.Dupont fabrique ou fait fabriquer des articles de luxe, et distribue ses produits dans le monde entier. La maison-mère ultime du Groupe est la société BroadGain Investments Ltd. Celle-ci est basée à Hong-Kong et est elle-même détenue par un trust dont les bénéficiaires sont, entre autres, Monsieur Dickson Poon et des membres de sa famille.
La société S.T.Dupont est cotée sur le second marché d'Euronext Paris S.A.

Le Directoire a arrêté les comptes au 30 septembre 2008 le 27 novembre 2008.

2.4.1 Principes comptables

Cadre général

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe S.T.Dupont au 30 septembre 2008 ont été arrêtés par le Directoire en date du 27 novembre 2008 et établis conformément à la norme IAS 34 telle qu'adoptée dans l'Union Européenne.
Les comptes semestriels sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels au 31 mars 2008.
La comparabilité des comptes semestriels et annuels peut être affectée par la nature saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur la seconde partie de l'exercice un volume d'affaires supérieur à celui du premier semestre.

Evolution du référentiel comptable

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire en 2008. Les nouveaux textes d'application obligatoire, à compter des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008, n'ont pas d'incidence sur les états financiers résumés établis sur la période close au 30 septembre 2008.

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation n'a pas varié depuis le 31 mars 2008.

Taux de conversion des devises hors zone euros

	Taux de clôture 30/09/08	Taux moyen 30/09/08	Taux de clôture 31/03/08	Taux moyen 31/03/08
1 franc suisse	0,6359893	0,6359893	0,6363192	0,6363192
1 yen	0,0066867	0,0061845	0,0063925	0,0061581
1 livre sterling	1,2533572	1,2533572	1,2630293	1,2630293
1 dollar US	0,6949866	0,6949866	0,6336319	0,6336319
1 dollar de Hong Kong	0,0895255	0,0840446	0,0814332	0,0892015
1 nouveau dollar de Taiwan	0,0214682	0,0210898	0,0206678	0,0213169
1 dollar de Singapour	0,4854073	0,4753245	0,4584691	0,4765925
1 ringgit de Malaisie	0,2016115	0,1988132	0,1982085	0,2090650

2.4.2 Evènements marquants du premier semestre 2008-2009

Les opérations de reconstruction de l'usine de Faverges se sont poursuivies au cours du premier semestre ainsi que la mise en œuvre d'une organisation visant à retrouver de la capacité de production au travers d'un réseau de sous traitants.
Dans le cadre de l'indemnisation du sinistre, le dommage direct a été finalisé fin octobre 2008 et s'est concrétisé par le versement des indemnités correspondantes, soit sous forme d'acompte reçu avant le 31 mars 2008, soit sous forme de versement définitif après le 30 septembre 2008. Le montant total de l'indemnité reçue ou à recevoir est très proche du montant estimé au 31 mars 2008.
En ce qui concerne l'indemnisation de la perte d'exploitation, l'état d'avancement des négociations avec les compagnies d'assurance n'a pas permis de déterminer avec suffisamment de certitude le montant à recevoir au titre de cette indemnisation. En conséquence, le montant des acomptes reçus ou à recevoir sur la perte d'exploitation (8 millions d'euros) a été enregistré en produit d'indemnisation au titre de la période.

2.4.3 Information sectorielle

2.4.3.1 Information 1er secteur : par zone géographique

2.4.3.1.1 Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT au 30/09/08

(En milliers d'euros)	Europe	Asie	USA	Eliminations	GROUPE
Chiffre d'affaires « produits »	18 451	9 771	-	-	28 222
Ventes Intra-secteurs	6 005	-	-	(6 005)	
Autres produits des activités ordinaires	1 661	751	-	-	2 412
Produits des activités ordinaires	**26 117**	**10 522**	**-**	**(6 005)**	**30 634**
Résultat opérationnel	**4 974**	**(265)**	**(4)**	**-**	**4 705**
Coût de l'endettement financier net	(956)	118	-	-	(838)
Autres produits et charges financiers	550	(10)	-	-	540
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(224)	-	-	-	(224)
Impôts sur les résultats	(119)	(65)	-	-	(184)
Résultat net – part du Groupe	**4 225**	**(222)**	**(4)**	**-**	**3 999**
Résultat net – intérêts minoritaires	-	-	-	-	-

COMPTE DE RESULTAT au 31/03/08

(En milliers d'euros)	Europe	Asie	USA	Eliminations	GROUPE
Chiffre d'affaires « produits »	45 009	24 673	-	-	69 682
Ventes Intra-secteurs	11 484	-	-	(11 484)	-
Autres produits des activités ordinaires	3 943	943	-	-	4 886
Produits des activités ordinaires	**60 436**	**25 616**	**-**	**(11 484)**	**74 568**
Résultat opérationnel	**2 775**	**1 755**	**(199)**	**-**	**4 331**
Coût de l'endettement financier net	(1 751)	354	-	-	(1 397)
Autres produits et charges financiers	(1 081)	(70)			(1 151)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(144)	-	-	-	(144)
Impôts sur les résultats	47	(410)	-	-	(363)
Résultat net – part du Groupe	**(154)**	**1 629**	**(199)**	**-**	**1 276**
Résultat net – intérêts minoritaires	-	-	-	-	-

COMPTE DE RESULTAT au 30/09/07

(En milliers d'euros)	Europe	Asie	Autres	Eliminations	GROUPE
Chiffre d'affaires « produits »	22 458	11 380	-	-	33 838
Ventes Intra-secteurs	6 199	-	-	(6 199)	-
Autres produits des activités ordinaires	1 924	742	-	-	2 666
Produits des activités ordinaires	**30 581**	**12 122**	**-**	**(6 199)**	**36 504**
Résultat opérationnel	**(422)**	**610**	**(217)**	**-**	**(29)**
Coût de l'endettement financier net	(819)	198	-	-	(621)
Autres produits et charges financiers	(252)	(40)	-	-	(292)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(216)	-	-	-	(216)
Impôts sur les résultats	16	(143)	(1)	-	(128)
Résultat net – part du Groupe	**(1 693)**	**625**	**(218)**	**-**	**(1 286)**
Résultat net – intérêts minoritaires	-	-	-	-	-

L'analyse sectorielle se fait sur la base de l'allocation géographique des actifs :

- La zone Europe comprend la société mère, les filiales européennes et le chiffre d'affaires export réalisé à partir de la France vers le reste du Monde à l'exception des filiales asiatiques.
- La zone Asie comprend l'ensemble des filiales asiatiques.
- La zone U.S.A. comprend la filiale américaine qui n'a plus d'activité commerciale.

Les éliminations correspondent aux ventes de la France vers ses filiales asiatiques.

2.4.3.1.2 Données bilantielles par secteurs géographiques

Les éléments principaux du bilan par secteur géographique se présentent ainsi :

Bilan 1er secteur au 30 Septembre 2008

(En milliers d'euros)	Europe	Asie	USA	Eliminations	GROUPE
Immobilisations incorporelles	890	2 823	-	-	3 713
Stocks	17 666	7 537	-	-	25 203
Autres actifs	45 312	20 102	85	(13 510)	51 989
Total Actif	**63 868**	**30 462**	**85**	**(13 510)**	**80 905**
Capitaux propres	-	-	-	21 596	21 596
Passifs	55 703	16 945	171	(13 510)	59 309
Total Passif	**55 703**	**16 945**	**171**	**8 086**	**80 905**
Investissements opérationnels (*)	**3 532**	**308**			**3 840**

Bilan 1er secteur au 31 Mars 2008

(En milliers d'euros)	Europe	Asie	USA	Eliminations	GROUPE
Immobilisations incorporelles	730	2 576			3 306
Stocks	13 410	5 164			18 574
Autres actifs	45 696	19 926	80	(11 250)	54 452
Total Actif	**59 836**	**27 666**	**80**	**(11 250)**	**76 332**
Capitaux propres				15 958	15 958
Passifs	56 133	15 336	155	(11 250)	60 374
Total Passif	**56 133**	**15 336**	**155**	**4 708**	**76 332**
Investissements opérationnels	**3 161**	**581**			**3 742**

Bilan 1er secteur au 30 Septembre 2007

(En milliers d'euros)	Europe	Asie	USA	Eliminations	GROUPE
Immobilisations incorporelles	470	2 834			3 304
Stocks	15 121	6 051			21 172
Autres actifs	39 415	17 490	92	(9 018)	47 979
Total Actif	**55 006**	**26 375**	**92**	**(9 018)**	**72 455**
Capitaux propres				15 819	15 819
Passifs	52 065	13 417	172	(9 018)	56 636
Total Passif	**52 065**	**13 417**	**172**	**6 801**	**72 455**
Investissements opérationnels	**1 082**	**216**			**1 298**

- Avant imputation des remboursements d'assurance.

2.4.3.2 Information 2ème secteur : par activité

(En milliers d'euros)	Notes	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Chiffres d'affaires (y compris Royalties)				
Briquets et stylos		12 886	35 875	17 263
Mode et maroquinerie		12 468	26 756	13 234
Autres produits		5 280	11 937	6 007
Total		**30 634**	**74 568**	**36 504**
Résultat Opérationnel :				
Briquets et stylos		6 787	14 924	7 296
Mode et maroquinerie		6 776	13 381	7 057
Autres produits		4 478	7 058	4 133
Non alloué	1	(13 336)	(33 343)	(18 515)
Pertes de valeur sur actifs			2 311	-
Total		**4 705**	**4 331**	**(29)**
Actifs Totaux :				
Briquets et stylos		6 431	4 634	9 080
Mode et maroquinerie		7 874	6 198	5 540
Autres produits		2 018	1 564	1 582
Non alloués	2	64 582	63 936	56 253
Total		**80 905**	**76 332**	**72 455**
Investissements de l'année :				
Briquets et stylos		(*) 3 840	1 733	437
Mode et maroquinerie		-	-	-
Autres produits		-	-	-
Non alloués		-	2 009	861
Total		**3 840**	**3 742**	**1 298**

(*) Avant imputation des remboursements d'assurance.

Notes :

(1) Au compte de résultat, les éléments non alloués représentent les coûts communs aux différentes activités (communication, commercialisation, administration, autres produits et charges).

(2) Au bilan, les stocks de produits finis ainsi que les immobilisations réservées à une gamme de produits sont affectés par activité. Les autres postes communs aux activités ne sont pas affectés.

2.4.4 Ecarts d'acquisition

(En milliers d'euros)	STD MARKETING HONG KONG	STD INVEST PTE TWN	STD DISTRIBUTION PTE S'PORE	STD BHD MALAYSIA	TOTAL
VALEURS BRUTES					
au 31/03/2007	2 995	-	29	23	3 047
Ecart de conversion	(439)	-	(2)	(2)	(443)
au 31/03/2008	2 556	-	27	21	2 604
Ecart de conversion	254		2	0	256
au 30/09/2008	2 810	-	29	21	2 860

(En milliers d'euros)	STD MARKETING HONG KONG	STD INVEST PTE TWN	STD DISTRIBUTION PTE S'PORE	STD BHD MALAYSIA	TOTAL
AMORTISSEMENTS					
au 31/03/2007	-	-	(29)	(23)	(52)
Ecart de conversion	-	-	2	2	4
au 31/03/2008	-	-	(27)	(21)	(48)
Ecart de conversion	-	-	(2)		(2)
au 30/09/2008	-	-	(29)	(21)	(50)

(En milliers d'euros)	STD MARKETING HONG KONG	STD INVEST PTE TWN	STD DISTRIBUTION PTE S'PORE	STD BHD MALAYSIA	TOTAL
VALEUR NETTE COMPTABLE					
au 31/03/2007	2 995	-	-	-	2 995
au 31/03/2008	2 556	-	-	-	2 556
au 30/09/2008	2 810	-	-	-	2 810

Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis mais font l'objet de tests de valeur annuellement dans le cadre de l'application de la norme IAS 36.

2.4.5 Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	Brevets	Droit au Bail	R&D	Autres	Total
VALEUR BRUTE					
au 31/03/2007	697	3 862	1 323	6 155	12 037
Acquisitions			518	254	772
Cessions		(356)	(283)	(25)	(664)
Effet de change				(1)	(1)
au 31/03/2008	697	3 506	1 558	6 383	12 144
Acquisitions	36		253	157	446
Cessions			(180)	(10)	(190)
Effet de change					
Autres				14	14
au 30/09/2008	733	3 506	1 631	6 544	12 414

(En milliers d'euros)	Brevets	Droit au Bail	R&D	Autres	Total
AMORTISSEMENTS					
au 31/03/2007	(697)	(3 552)	(222)	(3 987)	(8 456)
Dotations			(345)	(46)	(391)
Reprises		45	256	16	317
Effet de change				1	1
au 31/03/2008	(697)	(3 506)	(311)	(4 017)	(8 529)
Dotations	(6)		(227)	(56)	(279)
Reprises			180		180
Effet de change				(11)	(11)
Autres					
au 30/09/2008	(703)	(3 506)	(358)	(4 084)	(8 651)

(En milliers d'euros)	Brevets	Droit au Bail	R&D	Autres	Total
DEPRECIATIONS CUMULEES					
au 31/03/2007		(111)	(761)	(2 131)	(3 003)
Pertes de valeur comptabilisées en charges					
Reprise de Pertes de valeur comptabilisées en Produits		111	27	1	139
Effet de change				(1)	(1)
au 31/03/2008		0	(734)	(2 131)	(2 865)
Pertes de valeur comptabilisées en charges					
Reprise de Pertes de valeur comptabilisées en Produits				5	5
Effet de change					
au 30/09/2008		0	(734)	(2 126)	(2 860)

(En milliers d'euros)	Brevets	Droit au Bail	R&D	Autres	Total
VALEUR NETTE COMPTABLE					
au 31/03/2007	-	200	340	38	578
au 31/03/2008	-	-	513	237	750
au 30/09/2008	30	0	539	334	903

Les « Brevets, marques, savoir-faire » correspondent essentiellement à des marques achetées soit dans un objectif de protection juridique, soit pour une exploitation ultérieure. Ils sont totalement amortis.

Les « Droits au bail » correspondent aux droits au bail de boutiques S.T.Dupont en Europe, et sont amortis en normes IFRS sur la durée du bail.

Les « Frais de Recherche et Développement » comprennent les frais engagés pour la conception et la fabrication de nouvelles lignes de produits ou de nouvelles technologies s'y rapportant ainsi que les frais de collection de l'activité prêt-à-porter masculin.

Les « Autres immobilisations incorporelles » correspondent essentiellement à des logiciels.

2.4.6 Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	Terrains	Construc-tions	Agen-cements	Instal-lations	Autres	Total
VALEUR BRUTE						
au 31/03/2007	**162**	**4 221**	**10 066**	**19 824**	**8 683**	**42 956**
Acquisitions			945	1 215	603	2 763
Acquisitions contrats de location long terme					207	207
Cessions ou mise au rebut		(470)	(1 982)	(4 720)	(1 036)	(8 208)
Sortie d'un contrat de location long terme					(143)	(143)
Effet de change			(92)	(9)	(75)	(176)
Autres				(29)	25	(4)
au 31/03/2008	**162**	**3 751**	**8 937**	**16 281**	**8 264**	**37 395**
Acquisitions		1 774	389	904	306	3 373
Acquisitions contrats de location long terme					22	22
Cessions ou mise au rebut			(163)	(10)	(266)	(439)
Sortie d'un contrat de location long terme					(75)	(75)
Effet de change			75	7	106	188
au 30/09/2008	**162**	**5 525**	**9 238**	**17 182**	**8 357**	**40 464**

(En milliers d'euros)	Terrains	Construc-tions	Agen-cements	Instal-lations	Autres	Total
AMORTISSEMENTS						
au 31/03/2007	**-**	**(2 323)**	**(4 078)**	**(10 861)**	**(5 358)**	**(22 619)**
Dotations			(343)	(431)	(51)	(825)
Dotation sur leasing LT					(105)	(105)
Reprises suite à cession ou mise au rebut		465	1 247	3 306	904	5 922
Reprise sur leasing LT					260	2607
Effet de change			52		77	129
Autres			63			63
au 31/03/2008	**-**	**(1 858)**	**(3 059)**	**(7 986)**	**(4 273)**	**(17 175)**
Dotations			(125)	(62)	(103)	(290)
Dotation sur leasing LT					(218)	(218)
Reprises suite à cession ou mise au rebut			479	1	43	523
Reprise sur leasing LT					53	53
Effet de change			(40)	(2)	(54)	(97)
au 30/09/2008	**-**	**(1 858)**	**(2 745)**	**(8 049)**	**(4 552)**	**(17 204)**

(En milliers d'euros)	Terrains	Construc-tions	Agence-ments	Instal-lations	Autres	Total
DEPRECIATIONS CUMULEES						
au 31/03/2007	**(162)**	**(1 898)**	**(5 531)**	**(8 139)**	**(2 876)**	**(18 605)**
Pertes de valeur comptabilisées en charges		4	606	1 552	10	2 172
Reprise de perte de valeur en produits			21	8	(6)	23
Effet de change			(84)			(84)
au 31/03/2008	**(162)**	**(1 894)**	**(4 988)**	**(6 579)**	**(2 872)**	**(16 494)**
Pertes de valeur comptabilisées en charges			(104)		(127)	(231)
Reprise de perte de valeur en produits					245	245
Effet de change			(14)	(4)	(42)	(60)
au 30/09/2008	**(162)**	**(1 894)**	**(5 106)**	**(6 583)**	**(2 796)**	**(16 540)**
Valeur Nette Comptable						
au 31/03/2007	**-**	**-**	**457**	**825**	**449**	**1 731**
au 31/03/2008	**-**	**-**	**890**	**1 717**	**1 119**	**3 726**
au 30/09/2008	**-**	**1 773**	**1 388**	**2 550**	**1 009**	**6 720**

Les immobilisations corporelles correspondent essentiellement aux immobilisations de la société mère et de son centre industriel.
Le poste « Autres immobilisations corporelles » comprend :

- d'une part du mobilier de bureau, des agencements divers, et meubles de présentoirs,
- d'autre part des immobilisations financées par des contrats de location financement.

Au 30/09/2008, les immobilisations financées par des contrats de location financement s'analysent comme suit :

(En milliers d'Euros)	Total
Valeur brute	949
Amortissements	(708)
Dépréciation (IAS 36)	(89)
Valeur nette	**152**

2.4.7 Participations dans les entreprises associées

Chiffres clés des entreprises associées :

(En milliers d'euros)	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Orfarlabo	469	694	622
Hong Kong Export	7	7	7
Valeur d'équivalence	**476**	**701**	**629**

(En milliers d'euros)	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Total Bilan	2 775	3 544	2 656
Total Passif	1 254	1 655	1 011
Chiffre d'affaires	1 411	3 615	1 876
Résultat net	(362)	(198)	(442)

La société Orfarlabo S.A est une filiale de S.T.Dupont S.A à hauteur de 49 % qui assure la distribution entre autres marques des produits S.T.Dupont sur le marché espagnol. L'influence exercée par S.T.Dupont S.A. sur cette filiale conduit à retenir une consolidation par mise en équivalence.
Il n'existe aucun contrat de « put » ou de « call » entre les actionnaires de la société.
La société Hong-Kong Export est détenue à 75 % par D and D International B.V. qui détient également environ 68.8 % de S.T.Dupont S.A. Cette filiale est dormante à ce jour.
Les chiffres communiqués dans le tableau ci-dessus concernent uniquement la société Orfarlabo SA.

2.4.8 Stocks et en cours

(En milliers d'euros)	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Matières Premières	4 016	3 939	3 237
Produits et en-cours / semi ouvrés	8 506	5 582	6 671
Marchandises et Produits finis	20 942	16 411	18 456
Pièces détachées et consommables	1 167	1 007	1 053
Total Valeur Brute	**34 631**	**26 939**	**29 417**
Matières Premières	(2 193)	(2 034)	(1 807)
Produits et en-cours / semi ouvrés	(2 326)	(2 332)	(2 268)
Marchandises et Produits finis	(4 588)	(3 779)	(3 998)
Pièces détachées et consommables	(321)	(220)	(173)
Total provision pour dépréciation	**(9 429)**	**(8 365)**	**(8 245)**
Matières Premières	1 823	1 905	1 430
Produits et en-cours / semi ouvrés	6 180	3 250	4 404
Marchandises et Produits finis	16 354	12 632	14 458
Pièces détachées et consommables	846	787	880
Total Valeur Nette	**25 203**	**18 574**	**21 172**

Au 30 septembre 2008, les stocks bruts ont augmenté de 5 214 milliers d'euros par rapport au 30 septembre 2007, soit une augmentation de 18% du fait de la reconstitution des stocks de produits en-cours détruits lors de l'incendie et de l'incidence de l'utilisation de la sous-traitance pour compenser la perte de capacité de production induisant une augmentation des stocks de composants.
Au 30 septembre 2008, les stocks sont provisionnés à hauteur de 27,2% (contre 31% au 31 mars 2008, et 28% au 30 septembre 2007).

2.4.9 Créances clients et comptes rattachés

(En milliers d'euros)	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Clients	**9 611**	**11 387**	**10 848**
dont créances à recevoir d'entreprises associées :			
Orfarlabo	192	197	917
Effets à recevoir	**713**	**874**	**1 072**
Créances avec les parties liées	**623**	**426**	**846**
dont:			
- Hong Kong Seibu	24	13	3
- Bondwood Investment	442	85	684
- Leading way Ltd	81	79	111
- Artland watch cie	-	0	-
- Hincley retail division	8	23	43
- Shenzen Seibu Dpt Store Cy ltd	50	188	-
- Autres	18	38	5
Total valeur brute	**10 948**	**12 687**	**12 766**
Provision pour dépréciation des clients	**(1 295)**	**(1 343)**	**(736)**
Total valeur nette	**9 653**	**11 344**	**12 030**

Au 30 septembre 2008, le total brut des créances clients non encore échues s'élève à 5 763 milliers d'euros et les créances échues depuis plus de 6 mois représentent 2 234 milliers d'euros et sont dépréciées à hauteur de 1 270 milliers d'euros..

2.4.10 Autres créances

(En milliers d'euros)	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Charges constatées d'avance	994	530	752
Taxe sur la valeur ajoutée	1 580	1 288	869
Autres prêts et avances	2 916	449	549
Autres	13 787	9 024	1 775
Total	**19 277**	**11 291**	**3 945**

Au 30 septembre 2008, le poste « Autres » intègre notamment les indemnités à recevoir des assurances suite au sinistre pour un montant de 10 667 milliers d'euros (6 667 milliers d'euros au titre du sinistre direct et 4 000 milliers d'euros au titre de la perte d'exploitation) encaissés post clôture

2.4.11 Actifs financiers

Les immobilisations financières représentent quasi exclusivement des dépôts de garantie au titre de boutiques ou de locaux administratifs.

2.4.12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers d'euros)	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Valeurs mobilières de placement	714	5 561	10 007
Dépôts à terme	5 930	13 463	10 724
Comptes courants bancaires	6 129	5 460	5 681
Total valeur brute	**12 773**	**24 483**	**26 412**
Provision pour dépréciation des VMP	-	-	-
Total valeur nette	**12 773**	**24 483**	**26 412**

En application du référentiel IFRS, les actions auto détenues sont présentées en diminution des capitaux propres.

Il est précisé que :

- les dépôts à terme correspondent à des certificats de dépôts d'échéance inférieure à 3 mois ;
- les valeurs mobilières de placement en portefeuille au 30 septembre 2008 ne sont que des parts de FCP monétaires classés « monétaires euro » au sens de la classification AMF ; à ce titre, ces OPCVM satisfont aux critères de la norme IAS 7 permettant leur qualification en équivalents de trésorerie ; en particulier, leur délai de recouvrement d'un jour, comme leur sensibilité inférieure à 0,25, confirment entre autres leur éligibilité ;
- du fait de l'existence de covenants bancaires relatifs à des lignes de crédit octroyées par HSBC à nos filiales de Hong-Kong et Taiwan (cf. paragraphe 2.4.16), la trésorerie disponible au 30 septembre 2008 dans les filiales STD Marketing Limited (HGK) et STD Marketing (Shanghai) Company Limited de 7.1 millions d'euros ne peut être utilisée qu'à concurrence de 50% du résultat net de l'exercice pour verser un dividende à ST Dupont SA (1.9 millions d'euros). Le solde ne peut être utilisé qu'au financement de l'activité des filiales concernées.

2.4.13 Capitaux propres

Au 30 septembre 2008, le capital social s'élève à 21 231 115,25 euros décomposé en 424 622 305 actions au nominal de 0,05 euros.

2.4.14 Provisions pour risques et charges

(En milliers d'euros)	Provisions pour garantie	Provisions pour risques	Provisions pour charges	Total provisions courantes	Provisions pour retraites et autres avantages à long terme	Total
Au 31/03/2007	**1 200**	**6 007**	**3 850**	**11 057**	**6 170**	**17 227**
Dotations	160	484	357	**1 001**	221	**1 222**
Reprises utilisées	-	(780)	(1 857)	**(2 637)**	(262)	**(2 899)**
Reprises non utilisées	(492)	(127)	(570)	**(1 189)**	(37)	**(1 226)**
Effet de change	-	-	(3)	**(3)**	(46)	**(49)**
Au 31/03/2008	**868**	**5 584**	**1 777**	**8 228**	**6 046**	**14 275**
Dotations	-	566	29	**595**	238	**833**
Reprises utilisées	-	(282)	(71)	**(353)**	(164)	**(517)**
Reprises non utilisées	-	(67)	(247)	**(314)**	(15)	**(329)**
Effet de change	-	-	11	**11**	14	**25**
Au 30/09/2008	**868**	**5 801**	**1 499**	**8 168**	**6 119**	**14 287**

Une provision pour garantie est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des produits vendus en France et à l'étranger. Cette provision est calculée annuellement sur une base statistique du nombre de retours de produits neufs.

Dans le cadre, notamment, de la mise en œuvre du plan d'affaires, le Groupe a été conduit à revoir au cours des deux derniers exercices l'ensemble de ses relations avec ses partenaires (clients, distributeurs, fournisseurs,...) et à résilier un certain nombre de contrats dans l'intention d'optimiser notre performance avec nos partenaires. Dans ce cadre, le 2 août 2007 S.T.Dupont S.A. a été assigné devant le Tribunal de Commerce de Paris par son ancien distributeur pour l'Europe de l'Est à hauteur de 11,4 millions d'euros. A la date d'arrêté des comptes, aucun élément nouveau n'est intervenu.
Les montants provisionnés ont été déterminés sur la base de notre meilleure estimation des risques encourus.
Conformément au paragraphe 92 de l'IAS 37, nous ne communiquons pas de manière détaillée sur les litiges en cours afin de ne pas obérer la capacité d'action du Groupe dans la gestion des dossiers concernés.

Les provisions pour charges correspondent principalement au solde du plan social en France dont l'exécution s'est poursuivie dans le courant de l'exercice.

2.4.15 Emprunt obligataire convertible

Le 14 avril 2004, le Groupe S.T.Dupont a procédé à l'émission d'une OCEANE d'un montant de 22 500 milliers d'euros, représentée par 4 756 871 obligations convertibles en actions d'une valeur nominale de 4,73 euros. Ces obligations ont été souscrites à hauteur de 71,55 % par D and D International B.V. Elles sont remboursables en totalité au 1er avril 2009.
Aucun covenant bancaire n'est associé à cet emprunt.

Le Groupe continue à étudier les moyens à mettre en œuvre pour assurer le besoin de financement lié au remboursement de cet emprunt. Il est rappelé que l'actionnaire majoritaire a donné sa garantie concernant le soutien de sa filiale notamment par le maintien dans la société de la part de remboursement des OCEANE lui revenant (16.9 millions d'euros dont 1.2 millions d'intérêts échus), tant que le refinancement de l'emprunt OCEANE n'aura pas été réalisé.

Suite à la réduction du nominal des actions décidée par l'Assemblée Générale du 9 avril 2006, le Directoire a été conduit à revoir la parité de conversion, conformément à la note d'opération en date du 26 mars 2004. La nouvelle parité ressort à 4.166 actions pour 1 OCEANE.

Cet emprunt porte intérêt à 7,00 % payable à terme échu le 1er avril de chaque année. Les intérêts comptabilisés au titre de l'exercice 2007-2008, payés le 1er avril 2008, s'élèvent à 1 543 milliers d'euros.

En application de la norme IAS 32, l'OCEANE s'analyse comme un instrument financier hybride comprenant une composante capitaux propres (liée à la faculté de conversion) et une composante dette. La composante dette est valorisée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif avec un taux de 10,13 %. La juste valeur de la composante dette de l'OCEANE incluse dans les dettes non courantes a été déterminée lors de l'émission obligataire. Elle a été calculée à partir du taux de marché de 9,21 %. Au 30 septembre 2008, la part dette ressort à 21 737 milliers d'euros, auquel s'ajoute les intérêts courus de 772 milliers d'euros.
Le montant résiduel entre la juste valeur de l'Océane et la juste valeur de la composante dette à l'émission constitue la valeur de la composante capitaux propres. Elle est incluse dans le poste « autres réserves » du capital et s'élève à 1 904 milliers d'euros.

Au 30 septembre 2008, le cours de l'OCEANE est de 4,35 euros.

2.4.16 Emprunts et dettes financières

Dettes financières non courantes et instruments financiers associés

(En milliers d'euros) (Actif) / Passif	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Dettes financières non courantes après couverture	**143**	**21 611**	**21 359**
Emprunts obligataires	-	21 424	21 194
Autres emprunts à taux fixe	34	30	34
Dettes financières des contrats de location financement	109	157	131
Dettes financières non courantes après couverture	**143**	**21 611**	**21 359**

Aucune dette financière non courante n'a été garantie depuis le début de l'exercice 2008-2009.

Les deux emprunts totalisant 34 milliers d'euros, remboursables sur 10 ans, originellement à partir de 2004 et 2005, correspondent tous deux à une subvention obtenue en 2002 dans le cadre de l'équipement d'une salle de stockage des déchets.

La juste valeur de l'emprunt obligataire, au 30 septembre 2008, se décompose comme suit :

		Juste valeur après couverture au					
(en milliers d'euros)	Année d'émission	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007	Monnaie d'émission	Échéance	Taux initial avant couverture
Société mère							
Emprunt obligataire (OCEANE)	2004		23 338	23 098	EUR	2009	7,000%
Part à moins d'un an		25 184	1 543	1 543			
Total		**25 184**	**24 881**	**24 641**			

Actifs et passifs financiers courants

Les dettes financières courantes consistent principalement en des emprunts bancaires.

Au 31 mars (en milliers d'euros) (ACTIF) / PASSIF	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Dettes financières courantes et découverts bancaires	1 798	2 149	2 452
Part à moins d'un an des dettes financières	22 620	1 821	939
Dettes financières courantes	**24 418**	**3 970**	**3 391**
Autres passifs financiers courants			
Dépôts courants supérieurs à 3 mois			
Autres instruments financiers actifs courants			
Actifs financiers courants			
Dettes financières courantes et actifs et passifs financiers associés nets	**24 418**	**3 970**	**3 391**

Au 30 septembre 2008, la composante dette de l'emprunt obligataire 2004 n'a pas fait l'objet de couverture par voie d'instrument financier.

Le Groupe S.T.Dupont bénéficie de lignes de crédit confirmées et non confirmées, accordées par des banques internationales, lui permettant de constituer une réserve de liquidités.

Le montant des lignes de crédit non confirmées accordées aux entités du Groupe S.T.Dupont au 30 septembre 2008 s'élève à 671 milliers d'euros, facilités non utilisées à la clôture de l'exercice.

S.T.Dupont Marketing dispose d'une ligne de crédit utilisée au financement de S.T.D.Taiwan. Cette ligne de crédit contient des engagements souscrits par S.T.Dupont Marketing :

- La situation nette de S.T.Dupont Marketing ne peut être inférieure à 60 millions de HK$;
- Le montant total des dividendes versés à S.T.Dupont SA ne peut excéder 50 % du résultat net de l'exercice en cours ;

- Les prêts de S.T.Dupont Marketing accordés à S.T.Dupont SA ne peuvent excéder 3 300 milliers d'euros.

Par ailleurs, S.T.Dupont SA, en tant que garant, s'engage à ce que le ratio d'endettement consolidé ne dépasse par 75 %.

Le Groupe dispose également de lignes de crédit confirmées qui, autorisations de découvert mises à part, existent au bénéfice principal de STD Investment Pte Ltd. sous la forme d'une ligne de crédit court terme type spot (pour un montant global de 10 000 milliers de dollars de Hong-Kong, soit environ 895 milliers d'euros), et d'un crédit global d'exploitation utilisable à concurrence de 50 000 milliers de dollars de Taiwan (1 073 milliers d'euros) sous forme de découvert ou de crédit court terme. Des covenants liés au ratio d'endettement consolidé sont associés à ces lignes de crédit.

Ratio d'endettement

Pour ses besoins de gestion interne et de communication externe, le Groupe évalue un ratio d'endettement rapportant sa dette financière à ses capitaux propres. Aucune distribution de dividende n'a modifié le calcul des capitaux propres depuis le début de l'exercice 2008-2009.

Le ratio dette nette sur capitaux propres est calculé de la manière suivante :

Au 30 septembre (en milliers d'euros) **(ACTIF) / PASSIF**	**30/09/2008**	**31/03/2008**	**30/09/2007**
Dettes financières courantes	24 418	3 970	3 391
Dettes financières non courantes	143	21 611	21 359
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(12 773)	(24 483)	(26 412)
Dette / (Ressources) financière nette	**11 788**	**1 098**	**(1662)**
Capitaux propres - part du Groupe	21 596	15 958	15 819
Ratio dette nette sur capitaux propres	**54,6%**	**6,9%**	**n/a**

2.4.17 Fournisseurs

(En milliers d'euros)	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Fournisseurs et comptes rattachés	9 790	8 270	5 726
Effets à payer	546	781	1 077
Dettes avec sociétés liées :	336	208	91
dont:			
- Dickson Concepts Ltd	6	-	2
- Dickson Concepts (retail)	-	-	2
- Dickson Concepts (wholesale)	21	15	13
- Dickson com.Ltd (Open Way Co Ltd)	10	-	37
- Ever Success Management Ltd	11	-	4
- Leading Way Apparel Shangai	280	191	31
- Autres	8	2	2
Total	10 672	9 259	6 894

2.4.18 Autres dettes

(En milliers d'euros)	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Dettes sociales	4 329	5 585	4 154
Taxe sur la valeur ajoutée	1 104	484	1 125
Produits constatés d'avances	1 103	284	307
Intérêts à payer	13	20	15
Autres dettes	2 982	4 475	3 485
Total	9 531	10 848	9 087

Au 30 septembre 2008, les autres dettes comprennent notamment les dettes sur frais de publicité et de promotion (900 milliers d'euros), les commissions agents (317 milliers d'euros), les honoraires (397 milliers d'euros), et les rémunérations variables pour (659 milliers d'euros).

2.4.19 Dépréciations d'actifs (pertes de valeur)

La dégradation de la performance économique de l'entreprise durant le premier semestre de 2005-2006 a entraîné une dépréciation significative des actifs figurant au bilan au 30 septembre 2005.
Ainsi qu'indiqué au paragraphe 111 de la norme IAS 36, la reprise de provision pour dépréciation des actifs corporels est conditionnée à la constatation de changements importants ayant un impact favorable sur l'activité. Ces changements ont été définis par le Directoire en terme de croissance du chiffre d'affaires et d'objectifs de rentabilité.
Au 30 septembre 2008, les conditions requises en matière de chiffre d'affaires et de résultat opérationnel n'étaient pas réunies pour permettre la reprise de tout ou partie des provisions pour dépréciation enregistrées depuis septembre 2005.

2.4.20 Coût de l'endettement financier

(En milliers d'euros)	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	**206**	**732**	**446**
Coût de l'endettement financier brut	**(1 044)**	**(2 129)**	**(1 067)**
Dont :			
Charges financières sur emprunts	(33)	-	-
Charges financières sur contrat de location financement	(14)	(17)	(11)
Charges financières de l'Océane	(997)	(2 112)	(1 056)
Coût de l'endettement financier net	**(838)**	**(1 397)**	**(621)**
Autres produits et charges financières	**540**	**(1 151)**	**(292)**
Dont :			
Gains (pertes) de change (non affectables)	(108)	(1 103)	20
Produits (charges) sur instruments dérivés	-	-	-
Autres produits (charges) financiers	648	(48)	(312)
Total	**(298)**	**(2 548)**	**(913)**

2.4.21 Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net – part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

(En milliers d'euros)	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
Résultat net – part du Groupe	**3 999**	**1 276**	**(1 286)**
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	423 644 969	**423 644 969**	424 610 347
Résultat net par action	**0,009**	**0,003**	**(0,003)**
Résultat net dilué par action	**0,009**	**0,003**	**(0,003)**

Dans la mesure où aucune opération sur le capital n'est intervenue sur le semestre, le nombre moyen d'actions est égal au nombre d'actions diminué des actions auto-détenues.

2.4.22 Autres produits et charges

(En milliers d'euros)	30/09/2008	31/03/2008	30/09/2007
(Charges)/Produits résultant de la mise en œuvre du plan d'affaires	237	477	92
Provision pour retraite	(8)	-	(59)
Provision pour risques	-	(35)	-
Sinistre (*)	6 149	6 971	-
Résultat sur cessions d'immobilisations	-	(135)	(24)
Pertes sur change	60	16	(248)
Autres	(125)	(836)	(2)
Total	**6 313**	**6 458**	**(241)**

(*) Sinistre

en milliers d'euros	30/09/2008	31/03/2008
Frais exceptionnels	(991)	(902)
Valeur nette comptable des immobilisations	-	(2 083)
Reprise de provision sur stock	-	138
Stock détruit	-	(1 365)
Impact de la sous-activité	(1 114)	-
Indemnités assurances	8 254	11 183
Total sinistre	**6 149**	**6 971**

2.4.23 Transactions avec des parties liées

Les transactions avec les parties liées correspondent à des activités opérationnelles dans nos filiales asiatiques. Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces transactions, tant en valeur qu'en contenu depuis le 30 septembre 2008.

2.4.24 Financement

La société est en train de travailler aux modalités du refinancement de l'emprunt OCEANE à échéance du 1er avril 2009. A ce jour, ce refinancement devrait prendre la forme d'une nouvelle émission obligataire dont les caractéristiques ne sont pas encore arrêtées.
Les prévisions de trésorerie établies pour le second semestre réactualisées pour tenir compte des effets de la crise économique et financière permettent d'assurer le financement de l'exploitation et des investissements jusqu'à la mise en place du refinancement de l'OCEANE.
Sur la base de ces prévisions et quelle que soit la date à laquelle le refinancement de l'OCEANE sera réalisé, la trésorerie disponible au sein de ST Dupont SA, porteur de l'OCEANE, permettra de rembourser l'ensemble des porteurs d'OCEANE autres que l'actionnaire majoritaire.
Nous rappelons que l'actionnaire majoritaire a donné sa garantie concernant le soutien de sa filiale, notamment, par le maintien dans la société de la part de remboursement des OCEANE lui revenant (16.9 millions d'euros dont 1.2 millions d'intérêts échus), tant que le refinancement de l'emprunt OCEANE n'aura pas été réalisé.
Les effets négatifs du ralentissement économique sur les encaissements prévus du dernier trimestre de notre exercice, s'ils s'avéraient catastrophiques, pourraient toutefois entraîner une détérioration de la trésorerie de ST Dupont SA rendant nécessaire la perception, a minima, d'un troisième acompte de 4 millions d'euros de la part des compagnies d'assurance avant le 1er avril 2009, date à laquelle le remboursement des porteurs d'OCEANE autres que D&D International BV entraînera un paiement de 6.3 millions d'euros.
A ce jour, aucun élément ne permet de penser qu'un tel scénario catastrophe serait susceptible de se réaliser.

2.4.25 Actifs éventuels

Dans le cadre de la couverture de la perte d'exploitation, un montant de 8 millions d'euros a été enregistré dans les comptes au 30 septembre 2008, correspondant à un acompte de 4 millions d'euros reçu en juillet 2008 et à un second acompte d'un même montant reçu post clôture.
Les négociations au titre du sinistre pour la perte d'exploitation sont toujours en cours et le règlement définitif du sinistre devrait intervenir dans le courant du premier semestre civil 2009.
Compte tenu des éléments d'appréciation du risque, un complément d'indemnité devrait être reçu, que ce soit sous forme d'un acompte au cours du premier trimestre civil 2009 ou du règlement définitif du sinistre.
Compte tenu de l'état d'avancement des négociations avec les compagnies d'assurance, il n'est pas possible d'en estimer le montant, notamment dans la mesure où la période couverte court jusqu'au 4 janvier 2009.

2.4.26 Evènements post clôture

Aucun évènement significatif n'est intervenu postérieurement au 30 septembre 2008.

2.4.27 Engagements hors bilan et obligations contractuelles

Au 30 septembre 2008 (En milliers d'euros)	Échéances et périodes des paiements			
	Total	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes non courantes après couverture	34		34	
Part à moins d'un an des dettes non courantes après couverture				
Dettes courantes à moins d'un an	22 509	22 509		
Contrats de location financement	256	82	173	1
Obligations contractuelles au bilan	**22 799**	**22 591**	**207**	**1**
Contrats de location simple	3 098	993	1 045	1 060
Engagements d'achats	8 484	8 484		
Obligations contractuelles hors bilan	**11 582**	**9 477**	**1 045**	**1 060**
Total des obligations contractuelles	**34 381**	**32 068**	**1 252**	**1 061**
Cautions en douane données				
Cautions et garanties données sur emprunts	4 757	4 757		
Garanties de passif sur cession				
Autres garanties données	55	55		
Total des autres engagements donnés	**4 812**	**4 812**		
Actifs remis en garanties reçues (sûretés réelles)				
Autres engagements reçus	4 288	4 288		
Total des engagements reçus	**4 288**	**4 288**		

Au 31 mars 2008 (En milliers d'euros)	Échéances et périodes des paiements			
	Total	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes non courantes après couverture	21 450		21 444	6
Part à moins d'un an des dettes non courantes après couverture	1 548	1 548		
Contrats de location financement	771	397	374	
Obligations contractuelles au bilan	**23 769**	**1 945**	**21 818**	**6**
Contrats de location simple	8 977	2 247	5383	1 347
Engagements d'achats	1 223	1 223		
Obligations contractuelles hors bilan	**10 200**	**3 470**	**5 383**	**1 347**
Total des obligations contractuelles	**33 969**	**5 415**	**27 201**	**1 353**
Cautions en douane données				
Cautions et garanties données sur emprunts	4 708	4 708		
Garanties de passif sur cession				
Autres garanties données	24	24		
Total des autres engagements donnés	**4 732**	**4 732**		
Actifs remis en garanties reçues (sûretés réelles)				
Autres engagements reçus	10 171	10 171		
Total des engagements reçus	**10 771**	**10 171**		

4.4. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle au 30 septembre 2008

Aux Actionnaires
S.T. DUPONT
92, boulevard du Montparnasse
75014 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société S.T. DUPONT, relatifs à la période du 1er avril au 30 septembre 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note *2.4.24* de l'annexe qui décrit les incertitudes qui subsistent à ce jour sur les conditions de financement de la société notamment à compter du 1er avril 2009 date d'échéance de l'emprunt obligataire émis le 14 avril 2004.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 novembre 2008

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit	**S & W Associés**
Représenté par Christine Bouvry	Représenté par Maryse Le Goff

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. Investissements liés à la reconstruction des ateliers détruits.

En dehors des investissements commerciaux dans nos points de vente qui sont du même niveau que pour les exercices précédents, l'investissement majeur de l'exercice en cours concerne la reconstruction des ateliers détruits sur le site de Faverges.
Le montant des investissements engagés à la date de l'actualisation est estimé à 9 millions d'euros concernant la reconstruction du bâtiment, le remplacement des machines de polissage, de la chaîne de placage et des postes de travail de montage briquets.
Cette reconstruction a été financée par les indemnités reçues des compagnies d'assurance au titre des « dommages directs ».
La reconstruction a permis d'optimiser les flux de marchandises, d'améliorer la productivité et l'efficience des machines et de simplifier l'organisation des processus industriels.
En parallèle, nous avons amélioré l'ergonomie des postes de travail que ce soit au polissage ou au montage briquets, opérations fortement manuelles, avec comme objectif de contribuer à la réduction des maladies professionnelles des salariés de l'usine.
Dans le cadre de la reconstruction, nous avons également renforcé les équipements de sécurité et de prévention (murs coupe-feu, coupe circuits automatique, système d'incendie,...) afin de réduire au maximum le risque de survenance d'un sinistre semblable.

5.2. Contrôleurs légaux des Comptes

Titulaires	S&W Associés	PricewaterhouseCoopers Audit
Représentés par	Madame Maryse Legoff 8, Avenue du Président Wilson 75116 - Paris	Madame Christine Bouvry 63, rue de Villiers 92 200 Neuilly sur Seine
Date de début de premier mandat	12 Septembre 2008	19 Septembre 2003
Durée du mandat en cours	6 exercices	6 exercices
Date d'expiration du mandat en cours	A l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2014	A l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2012.

Suppléants	Monsieur Vincent Young	Monsieur Etienne Boris
	8, Avenue du Président Wilson 75116 - Paris	63, rue de Villiers 92 200 Neuilly sur Seine
Date de début de premier mandat	12 Septembre 2008	8 Septembre 2006
Durée du mandat en cours	6 exercices	6 exercices
Date d'expiration du mandat en cours	A l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2014	A l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2012.

PricewaterhouseCoopers Audit et Monsieur Etienne Boris sont enregistrés comme Commissaires aux Comptes, membres de la Compagnie Régionale de Versailles, S&W et Monsieur Vincent Young sont enregistrés comme Commissaire aux Comptes, membres de la Compagnie Régionale de Paris.

5.3. Nomination au Conseil de Surveillance

Monsieur Christian Viros	Membre du Conseil de Surveillance Nommé le 3 février 2009 Tous mandats exercés au cours de l'exercice 2008-2009		
		Technomarine (Suisse)	Président du Conseil d'Administration
		Hôtel Beau Rivage (Suisse)	Administrateur
		Chantelle (France)	Administrateur
		Jurasoft (Suisse)	Administrateur
	Mandats Hors Groupe exercés au cours des 5 dernières années		
		Proconcept (Suisse)	Administrateur
		Liberty (UK)	Administrateur

5.4. Adresse professionnelle, expertise, expérience des mandataires sociaux

Membres du Conseil de Surveillance

Nommé membre du Conseil de Surveillance le 3 février 2009, Monsieur Christian Viros est, depuis 2007, Président du Conseil d'Administration de la société TechnoMarine, société horlogère suisse spécialisée dans les montres de luxe.

Diplômé d'un Master de Sciences de l'Ecole Centrale de Paris d'ingénierie ainsi que d'un Master d'affaires et d'un Master en recherche opérationnelle de l'Université de Columbia à New York, M. Viros a commencé sa carrière chez TAMS Engineers and Architects à New York en 1971.

Il devient ensuite, de 1977 à 1988, Vice-Président et partner de la firme de conseil en stratégie, Booz Allen Hamilton.

En 1988, M. Viros est nommé Président Directeur Général de Tag Heuer International dont il a largement contribué à l'accroissement du chiffre d'affaires. Après la cession de la marque en 1999 au Groupe LVMH, M.Viros est nommé Président de la Division Montres et Joaillerie du Groupe jusqu'en 2001.

Depuis 2002, M. Viros a été conseiller de plusieurs groupes et organisations ainsi qu'administrateur notamment dans le secteur de l'horlogerie (David Yurman, NY), du retail (Liberty of London) et des produits high-tech (Proconcept et Jurasoft). Il est actuellement conseiller et co-investisseur dans un fonds d'investissement suisse spécialisé dans les biens de consommation.

Il est également président honoraire du Columbia University Club pour la France et membre du fund raising committee pour l'Ecole Centrale de Paris.

6. OPERATIONS SUR LE CAPITAL

6.1. Délégations données au Directoire en vue d'augmenter le capital social

Les Assemblées Générales des 7 septembre 2007, 28 novembre 2007 et 3 février 2009 ont accordé au Directoire des délégations en vue d'augmenter le capital social :

Objet de la délégation	Montant nominal maximal de l'augmentation de capital	Durée de la délégation
Résolution n° 18 de l'AGM du 07/07/2007 Attribution d'options d'achat d'actions	2 % du capital social	38 mois à compter du 07/09/2007
Résolution n° 19 de l'AGM du 07/07/2007 Attribution d'options de souscription d'actions	7 % du capital social	38 mois à compter du 07/09/2007
Résolution n° 1 de l'AGE du 28/11/2007 Autorisation d'attribuer gratuitement des actions du groupe	5 % du capital social	38 mois à compter du 28/11/2007
Résolution n° 2 de l'AGM du 03/02/2009 Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires ou valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société avec maintien du droit préférentiel de souscription	5 000 000 €	26 mois à compter du 03/02/2009
Résolution n° 3 de l'AGM du 03/02/2009 Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires ou valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription	5 000 000 €	26 mois à compter du 03/02/2009

Objet de la délégation	Montant nominal maximal de l'augmentation de capital	Durée de la délégation
Résolution n° 4 de l'AGM du 03/02/2009 Augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices, de primes d'émission, de fusion ou d'apport	5 000 000 €	26 mois à compter du 03/02/2009
Résolution n° 7 de l'AGM du 03/02/09 Autorisation d'émission d'actions ordinaires ou valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société en cas d'offre publique d'échange initiée par la société	5 000 000 €	26 mois à compter du 03/02/2009
Résolution n° 8 de l'AGM du 03/02/09 Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires ou valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires en rémunération d'apports en nature dans la limite de 10 % du capital social	10 % du capital social	26 mois à compter du 03/02/2009
Résolution n° 9 de l'AGM du 03/02/2009 Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires en conséquence de l'émission par les filiales de la société de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société	5 000 000 €	26 mois à compter du 03/02/2009

6.2. Autorisations financières

Le Directoire dispose des autorisations financières, sur délégation de l'Assemblée Générale :

Nature des autorisations	Montant nominal maximal autorisé de l'augmentation de capital	Date d'échéance
Achat et revente éventuelle des actions S.T.Dupont (8e résolution AGM du 12/09/09)	dans la limite de 10 % du nombre des actions composant le capital social à la date d'arrêté des comptes, au prix d'achat maximum de 0,50€	12 septembre 2009
Attribution d'options d'achat d'actions aux membres du personnel salarié ainsi qu'aux dirigeants ou à certains d'entre eux (18e résolution AGM du 07/09/07	dans la limite de 2 % du capital social	7 novembre 2010
Attribution d'options de souscription d'actions aux membres du personnel salarié ainsi qu'aux dirigeants ou à certains d'entre eux (19e résolution AGM du 07/09/07)	dans la limite de 7 % du capital social existant au 7 septembre 2007	7 novembre 2010
Attribution gratuite d'actions aux membres du personnel ou aux mandataires sociaux (1ère résolution AGE du 28/11/07)	dans la limite de 5 % du capital social	28 février 2011
Augmentation de capital par émission, avec droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires ou valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société (2e résolution AGM du 03/02/2009)	5 000 000 €	3 avril 2011
Augmentation de capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, mais avec délai de priorité pour les actionnaires, d'actions ordinaires ou valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société (3e résolution AGM du 03/02/2009)	5 000 000 €	3 avril 2011
Augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices, de primes d'émission, de fusion ou d'apport (4e résolution AGM du 03/02/2009)	5 000 000 €	3 avril 2011
Autorisation pour fixer, dans la limite de 10% du capital social, le prix d'émission, en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription. (5e résolution AGM du 3/02/09)	Le prix ne pourra être inférieur au prix moyen pondéré par le volume de l'action lors de la séance de Bourse précédant l'annonce du lancement de l'opération, diminué d'une décote maximale de 5%. Le montant nominal maximum d'augmentation de capital résultant de la mise en œuvre de cette autorisation ne pourra excéder 10% du capital social par période de 12 mois ainsi que le plafond global fixé par la 3e résolution de l'AGM du 03/02/2009 sur lequel il s'impute	3 avril 2011

Autorisation d'augmenter le montant de l'émission initiale, en cas d'émission avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription décidée en application des 2e, 3e et 5e résolutions (6e résolution AGM du 3/02/09)	5 000 000€	3 avril 2011
Autorisation d'émission d'actions ordinaires ou valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société en cas d'offre publique d'échange initiée par la société (7e résolution AGM du 3/02/09)	5 000 000€	3 avril 2011
Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires ou valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires en rémunération d'apports en nature (8e résolution AGM du 3/02/09)	dans la limite de 10 % du capital social	3 avril 2011
Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires en conséquence de l'émission par les filiales de la société de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société (9e résolution AGM du 3/02/09)	5 000 000€	3 avril 2011

6.3. Titres donnant accès au capital social

OCEANE 2004

Il n'y a pas eu de conversion d'obligations en actions depuis le 30 septembre 2008.

7. CONFORMITE AVEC LES REGLES DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Dans sa séance du 27 Novembre 2008, le Conseil de Surveillance a indiqué adhérer aux recommandations AFEP-MEDEF du 6 octobre 2008 sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées.

8. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Date	Contenu du communiqué
4 juillet 2008	Communiqué relatif aux modalités de calcul de l'indemnité due en cas de fin de mandat du Président du Directoire
10 juillet 2008	Mise à disposition du document de référence 2007-2008 incluant le rapport sur le contrôle interne, les honoraires d'audit et le programme de rachat d'action
29 juillet 2008	Modification du document de référence 2007-2008
1er août 2008	Résultats consolidés du 1er trimestre 2008-2009
7 août 2008	Mise à disposition de l'avis de convocation à l'Assemblée Générale Mixte du 12 septembre 2008,
28 novembre 2008	Résultats consolides du 1er semestre de l'exercice 2008-2009
1er décembre 2008	Avis de mise à disposition des comptes semestriels au 30 septembre 2008
6 janvier 2009	Mise à disposition de l'avis de convocation à l'Assemblée Générale Mixte du 3 février 2009,
6 février 2009	Modification du calendrier de publication des résultats du 3ème trimestre 2008-2009
6 février 2009	Résultats consolidés au 31 décembre 2008
17 février 2009	Adhésion aux recommandations AFEP-MEDEF du 6 octobre 2008 sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées

9. TABLE DE CONCORDANCE

Réf. annexe 1	Nature de l'information	Réf Titre Document de Référence	Réf Actualisation
1.	PERSONNES RESPONSABLES	§ 4.1.1 Déclaration du responsable du document de référence	§ 1
2.	CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	§ 1.3.5 Responsable du contrôle des comptes § 1.3.5.3 Honoraires versés	§ 5.2 N/A
3.	INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES	§ 1.2.1 Résultats consolidés en IFRS de S.T.Dupont	§ 3.1 & 4.1
4.	FACTEURS DE RISQUE	§ 1.4.3 Facteurs de risques	§ 2
5.	INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR		
5.1	Histoire et évolution de la Société	§ 4.2.1 Histoire et évolution de la Société	N/A
5.2	Investissements	§ 1.4.2.2 Principaux investissements	§ 5.1
6.	APERÇU DES ACTIVITÉS		
6.1	Principales activités	§ 1.1.1 Présentation générale	§ 2.3
6.2	Principaux marchés	§ 1.1.1 Présentation générale	§ 3.2 & 4.1
6.3	Lorsque les renseignements fournis conformément aux points 6.1 et 6.2 ont été influencés par des événements exceptionnels, en faire mention.	§ 1.1.1 Présentation générale	§ 3.2
6.4	Si les affaires ou la rentabilité de l'émetteur en sont sensiblement influencées, fournir des informations, sous une forme résumée, concernant le degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication.	§ 1.4.3.3 Risques opérationnels	N/A
6.5	Indiquer les éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle.	§ 1.1.3 S.T.Dupont et son marché	N/A
7.	ORGANIGRAMME	§ 4.5.1 Organigramme au 30 juin 2008	N/A
8.	PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS	§ 4.6.1 Propriétés immobilières, usines et équipements § 1.6.2 Informations environnementales	§ 5.1 N/A
9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT	§ 1.2 Résultats des activités § 1.2.1.2 Analyse de la rentabilité § 1.4.3.5 Risques liés à la réglementation et à son évolution	§ 3.2, 3.3 & 4.1 § 3.3 & 4.1 N/A
10.	TRÉSORERIE ET CAPITAUX	§ 1.2.1 Résultats consolidés en IFRS de S.T.Dupont § 1.4.3.4 Risques de marché	§ 2.1, 2.2, 4.1 & 4.3 (note 2.4.24) N/A
11.	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	§ 1.4.2 Axes stratégiques et politique d'investissements du Groupe	N/A
12.	INFORMATION SUR LES TENDANCES	§ 1.4.1 Evolutions récentes et perspectives	§ 3.2, 3.3 & 4.1
13.	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	N/A	N/A
14.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE	§ 1.3 Gouvernement d'entreprise	§ 5.3
14.1	Noms, adresses professionnelles et fonctions des mandataires sociaux, nature de tout lien familial, mandats, condamnation et déclarations relatives aux mandataires sociaux	§ 1.3 Gouvernement d'entreprise	§ 5.4
14.2	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration,	§ 4.4.2.6 Conflits d'intérêts au	N/A

Réf. annexe 1	Nature de l'information	Réf Titre Document de Référence	Réf Actualisation
	de direction et de surveillance et de la direction générale	niveau des organes de direction et de surveillance	
15.	RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES	§ 1.3.4 Rémunérations et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux	N/A
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	§ 1.3 Gouvernement d'entreprise	N/A
16.1	Dates d'expiration des mandats	§ 1.3.3 Mandats et fonctions exercés par les dirigeants	§ 5.3
16.2	Contrats de service	§ 4.4.2.10 Information sur les contrats de services des mandataires	N/A
16.3	Comité de l'audit et comité de rémunération	4.4.1 Conformité du groupe S.T.Dupont aux règles de gouvernement d'entreprise	N/A
16.4	Conformité ou non, au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur dans son pays d'origine.	§ 1.3 Gouvernement d'entreprise	§ 7
17.	SALARIÉS	§ 1.6.1 Informations sociales	N/A
17.2	Participations et stock options	§ 1.5.1.4 Actionnariat de S.T.Dupont § 1.5.3.2 Options de souscription et d'achats d'actions	N/A N/A
17.3	Décrire tout accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur.	§ 1.5.1.4 Actionnariat de S.T.Dupont	N/A
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	§ 1.5 S.T.Dupont et ses actionnaires § 4.2.2.5 Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions	N/A N/A
19.	OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS	§ 4.4.3 Opérations avec les parties liées	§ 4.1 & 4.3 (note 2.4.9, 2.4.17 & 2.4.23)
20.	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR	§ 2 Comptes consolidés au 31 mars 2008 § 3 Comptes sociaux au 31 mars 2008	N/A N/A
20.1	Informations financières historiques	§ 2 Comptes consolidés au 31 mars 2008	§ 4.2
20.2	Informations financières pro forma	N/A	N/A
20.3	États financiers	§ 3 Comptes sociaux au 31 mars 2008	N/A
20.4	Vérification des informations financières historiques annuelles	§ 2.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés § 3.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux § 1.7.6 Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du Conseil de Surveillance (partie information comptable et financière)	§ 4.4 N/A N/A
20.6	Informations financières intermédiaires et autres	N/A	3.1, 3.3, 4.1, 4.2, 4.3 & 4.4
20.7	Politique de distribution des dividendes	§ 1.5.2 Dividendes versés au titre des 3 derniers exercices	N/A
20.8	Procédures judiciaires et d'arbitrage	§ 4.6.2 Procédures judiciaires et d'arbitrage	§ 2.4
20.9	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	§ 4.6.3 Changements significatifs de la situation	§ 2, 3 & 5.1

Réf. annexe 1	Nature de l'information	Réf Titre Document de Référence	Réf Actualisation
		financière ou commerciale	
21.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES		
21.1	Capital social	§ 1.5.1.4 Actionnariat de S.T.Dupont	N/A
	Fournir les informations suivantes, dates du bilan le plus récent inclus dans les informations financières historiques :	§ 1.5.1.4 Actionnariat de S.T.Dupont	N/A
21.1.2	S'il existe des actions non représentatives du capital, leur nombre et leurs principales caractéristiques ;	§ 4.3.1.2 Titres non représentatifs de capital	N/A
21.1.3	Le nombre, la valeur comptable et la valeur nominale des actions détenues par l'émetteur lui-même ou en son nom, ou par ses filiales ;	§ 1.5.1.4 Actionnariat de S.T.Dupont § 1.5.3.1 Rachat d'actions de la Société § 1.7.7 Rapport spécial du Directoire relatif au programme d'achat de titres	N/A N/A N/A
21.1.4	Le montant des valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription, avec mention des conditions et modalités de conversion, d'échange ou de souscription ;	§ 4.3.1.4 Titres donnant accès au capital	§ 6.3
21.1.5	Des informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital ;	§ 4.2.2.7 Conditions de modification du capital	§ 6.1 & 6.2
21.1.6	Des informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option et le détail de ces options, y compris l'identité des personnes auxquelles elles se rapportent ;	§ 4.3.1.5 Nantissement des actions et des actifs	N/A
21.1.7	Un historique du capital social pour la période couverte par les informations financières historiques, mettant tout changement survenu en évidence.	§ 1.5.1.2 Evolution du capital au cours des 5 dernières années	N/A
21.2	Acte constitutif et statuts	§ 4.2.2 Acte constitutif et statuts	N/A
21.2.1	Décrire l'objet social de l'émetteur et indiquer où son énonciation peut être trouvée dans l'acte constitutif et les statuts.	§ 4.2.2.1 Objet social (article 3 des statuts)	N/A
21.2.2	Résumer toute disposition contenue dans l'acte constitutif, les statuts, une charte ou un règlement de l'émetteur concernant les membres de ses organes d'administration, de direction et de surveillance.	§ 4.2.2.2 Organes de Direction et de Contrôle	N/A
21.2.3	Décrire les droits, les privilèges et les restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes.	§ 4.2.2.4 Droits, privilèges et restrictions attachées aux actions	N/A
21.2.4	Décrire les actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires et, lorsque les conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit, en faire mention.	§ 4.2.2.7 Conditions de modification du capital	N/A
21.2.5	Décrire les conditions régissant la manière dont les assemblées générales annuelles et les assemblées générales extraordinaires des actionnaires sont convoquées, y compris les conditions d'admission.	§ 4.2.2.3 Assemblées Générales	N/A
21.2.6	Décrire sommairement toute disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle.	§ 1.5.1.4 Actionnariat de S.T.Dupont	N/A
21.2.7	Indiquer, le cas échéant, toute disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée.	§ 4.2.2.8 Franchissement de seuils	N/A
21.2.8	Décrire les conditions, imposées par l'acte constitutif et les statuts, une charte ou un règlement, régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit.	§ 4.2.2.7 Conditions de modification du capital	N/A

Réf. annexe 1	Nature de l'information	Réf Titre Document de Référence	Réf Actualisation
22.	CONTRATS IMPORTANTS	§ 4.5.2 Contrats importants	N/A
23.	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	§ 4.6.4 Informations provenant de tiers, déclaration d'experts et déclaration d'intérêts	N/A
24.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	§ 4.1.4 Documents accessibles au public	§ 8
25.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	§ 4.5.1 Informations sur les participations au 31 mars 2008 § 33 des Comptes sociaux au 31 mars 2008	N/A N/A